

Propositions communistes pour une plate-forme de front

Lire la suite de ce document en pages 8 et 9

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 12 JANVIER 1978 - N° 603

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76.

1,70 F

En Côte d'Ivoire

GISCARD REAFFIRME SA POLITIQUE IMPERIALISTE EN AFRIQUE

Au cours de ses entretiens avec Houphouët Boigny jusqu'au 15 janvier, Giscard réaffirmera les liens privilégiés de l'impérialisme français avec la Côte d'Ivoire.

Mais le voyage de Giscard vise avant tout à réaffirmer sa politique impérialiste sur le continent africain, en conformité avec ses vœux du 1^{er} janvier au corps diplomatique, dans lesquels il soulignait la volonté d'intervenir en Afrique, prétendument pour la «sécurité des peuples». La Côte d'Ivoire se prête assez bien à l'initiative française, dans la mesure où ses dirigeants ont montré de bonnes dispositions à l'égard de la politique giscardienne. Port Boué, à Abidjan, sert de base à l'infanterie française qui compte parmi ses missions au cours de ces dernières années l'intervention contre les manifestations populaires ivoiriennes. Le rôle de Port Boué pourrait être développé. C'est en Côte d'Ivoire que les premiers avions Jaguar, utilisés depuis contre le peuple sahraoui, ont été envoyés, dès octobre 1976. Enfin, Houphouët Boigny est le grand défenseur de la «vertu du dialogue avec les racistes de l'Afrique du Sud». Giscard espère s'appuyer sur cette politique de son «ami» Houphouët-Boigny pour maintenir la présence française en Afrique.

Mini-remaniement ministériel

6 FEMMES AU GOUVERNEMENT 900 000 AU CHOMAGE !



Depuis mardi soir, un mini remaniement ministériel fait du gouvernement français un de ceux qui comportent la plus forte proportion de femmes. Madame Drogue devient secrétaire d'Etat, la déléguée à la condition féminine également. Saunier Seité devient ministre et «échappera» ainsi à la tutelle de Haby. Si on ajoute Veil, Scrivener et Missoffe, on compte donc six femmes au gouvernement. Inutile de dire qu'à huit semaines des élections, il y a derrière cela que pure démagogie.

Cette opération n'est, en tout cas, guère de nature à faire oublier que dans notre pays, la situation des femmes

c'est pour plus de la moitié l'exploitation du travail d'OS, pour les deux tiers le salaire de smicards, tandis que 60 % des chômeurs inscrits ou non, sont encore des femmes. Ce remaniement ministériel ne fera pas oublier que le sort réservé par notre société capitaliste aux femmes, c'est aussi la double journée de travail, la charge qui leur est dévolue, à elles exclusivement d'élever les enfants, et les multiples manifestations du sexisme. C'est dans la lutte pour le socialisme que les femmes gagneront leur libération, évidemment pas dans les combines gouvernementales de la bourgeoisie.

(Lire page 7)

AU LENDEMAIN DE LA CONFÉRENCE NATIONALE DU P.C.F.

Séguy donne ses consignes de vote

«La CGT donnera-t-elle des directives de vote pour les élections ?» demandait mardi un journaliste à G. Séguy, à l'issue d'une réunion de la C.E. de la CGT.

«Il n'en est pas question» répondait-il. Il ajoutait : «Mais ce que nous avons dit aidera les travailleurs à se déterminer en fonction de leurs intérêts.»

Ce qu'il a dit ? C'est point pour point les conclusions de la Con-

férence Nationale du PCF. Par exemple : «Tout dépend surtout du poids que les travailleurs pèseront d'ici au premier tour de scrutin.»

Tout le problème, pour la direction CGT, c'est aujourd'hui d'utiliser la pression des travailleurs dans le sens du PCF, en la contrôlant étroitement, pour «ne pas gêner le déroulement de la campagne électorale».

Belle Jardinière
(Douai)

Les grévistes expulsés par la police

Il y a deux mois, à l'annonce de la fermeture de leur usine, les ouvrières de l'entreprise de confection «Belle Jardinière» à Douai, partaient en grève. Elles décidaient d'occuper leurs locaux de travail, 15 jours plus tard.

Pour les frères Willot, qui n'en sont pas à leur premier coup, c'en était trop : lundi matin, le «comité de sauvegarde» (comité anti-grève formé de cadres et de divers jaunes) attaquait au chalumeau la porte d'un atelier et y pénétrait, expulsant brutalement les occupantes !

Mais dans la capitale des Houillères, les confectionneuses, après ce coup de force, n'ont pas renoncé ! Malgré les difficultés, elles continuent à se battre et ont d'ores et déjà décidé de poursuivre la production parallèle, inaugurée il y a un mois, et d'en organiser la vente dans la région !

Face à ce mauvais coup du pouvoir, elles doivent recevoir notre soutien actif !

Accidents du travail : les découvertes de Giscard

Deux jeunes ouvriers ont été tués par une charge explosive sur le site de la future centrale nucléaire de Saint-Maurice l'Exil (Isère). Le même jour, au Conseil des Ministres, Giscard découvrait que la lutte contre les accidents du travail doit être «un objectif prioritaire» ajoutant même qu'ils ne sont pas une fatalité.

Certes. Mais au fait, comment se fait-il que les responsables de la mort de 42 mineurs à Liévin, trois ans après, ne soient toujours pas jugés ?

Prisons : la grève de la faim continue

58 détenus poursuivaient mardi la grève de la faim déclenchée la veille par 685 prisonniers, contre les conditions de détention dans les Quartiers de Haute Sécurité.

Une manifestation de soutien est organisée ce mercredi par le Comité d'Action des Prisonniers et le Collectif Travailleurs-Justice devant le ministère de la Justice.

(Lire page 4)

Enquête sur un mort en stage- commando

Sur les «7 % de pertes» que l'armée s'autorise, beaucoup, on le sait, proviennent des stages commandos. Daniel Caillibot, soldat au centre d'entraînement commando de Quelern en a été une nouvelle victime en décembre dernier. Une commission s'est constituée pour faire la vérité sur les circonstances de sa mort.

(Lire page 5)

EDF : après la cassure du mouvement

LES DROLES «D'EXPLICATIONS»
DE LA FEDERATION CEGETISTE

Il faut souligner pour la petite histoire que le 4 janvier au matin, les dirigeants de la fédération CGT, à l'affût du moindre prétexte, décidaient de casser le mouvement, sur la base d'une lettre au porteur d'EDF qui n'était même pas signée. (Une seconde lettre cette fois signée par le directeur d'EDF, absent le matin, sera envoyée l'après-midi).

Mais quel «élément positif» contenait donc cette missive ? La direction de l'EDF, dans cette lettre, proposait de «donner» quelques points coefficients supplémentaires à un certain nombre de catégories d'agents, alors que la revendication déposée était un acompte de 200 F pour l'ensemble des agents jusqu'au coefficient 900 (les agents cadres surtout au dessus de ce coefficient, touchant plus d'un million d'anciens francs par mois étaient exclus du bénéfice de cette revendication comme le réclamaient justement les gaziers et électriciens). L'ajout proposé par EDF, outre qu'il ne concernait que quelques agents (maœuvre pour diviser les électriciens) était loin des 200 F, puisque la satisfaction de cette revendication aurait nécessité que l'EDF notifie dans sa lettre le déblocage de nouveaux crédits. Or ses propositions se situaient dans le cadre de la masse salariale de 77, dont la petitesse a abouti aux accords que l'on sait, signés par FO et Consorts. Et c'est cela que la fédération CGT appelle une «ouverture» tout en soulignant qu'il ne fallait pas se faire trop d'illusions, mais «c'est quand même un acte positif» !

Comme nous le disions hier, le prétexte saisi pour casser la grève étant par trop grossier, la fédération CGT tente aujourd'hui d'affûter de nouveaux arguments.

LES DROLES
D'ANALYSE DE LA
DIRECTION CGT

Elle déclare notamment qu'avant toute reprise de l'action, il est nécessaire de savoir si les électriciens sont toujours d'accord pour combattre la convention salariale de blocage des salaires contre laquelle ils viennent de se battre et pour lesquels ils sont mobilisés depuis le début septembre !

Y a-t-il toujours la volonté de lutte donc, demande la CGT. Il faut souligner,

que le 9 décembre, cette fédération appelait à une action prolongée, dans une lettre adressée à ses secrétaires de syndicats, où elle déclarait solennellement que : «*Tout en tenant*

● Le mouvement de lutte à l'EDF est désormais arrêté, sans que la revendication à son origine, 200 F pour tous les agents, soit satisfaite. Le 4 janvier, la fédération CGT, réunissant ses militants, se refusait à toute continuation de l'action sous le prétexte de l'envoi par la direction d'EDF d'une lettre proposant de soi-disant négociations.

faction, même avec un compromis. En tout état de cause, ce n'était pas des actions de 4 heures, de 24 heures ou quoi que ce soit en durée, planifiée, comme ça une fois dans

d'autres mouvements. A signaler aussi, fait nouveau, que des organisations familiales, de consommateurs (SCV), toutes organisations assez représentatives des consommateurs, ont apporté publiquement leur soutien à la grève. Mais la fédération CGT a préféré mettre les revendications des électriciens sous le boisseau se préoccupant plus de ne pas effrayer notamment la petite bourgeoisie, et cela l'a amené pour casser à coup sûr le mouvement à refuser toute discussion, même la plus minime avec la CFDT lors de la rencontre de janvier : «*Nous ne proposons pourtant qu'une orientation à la rencontre inter fédérale par rapport à la forme d'action*».

La CFDT était bien sûr prête à faire des concessions, mais avec des limites : «*Il y avait bien sûr une position de principe intangible à laquelle on ne pouvait déroger, c'était de dire «on ne peut se situer dans une perspective d'action du type 24 heures sans suite. Par exemple, une action le 25 janvier, quand on rencontrera la direction générale. Pour nous c'était clair : c'était non*». C'est sans doute ce que prépare la fédération CGT.

ET MAINTENANT ?

«*Il faut dénoncer, nous disait dernièrement un responsable CFDT cette consultation, montrer ce qu'il y a derrière, mais pas seulement d'une manière négative mais positive : voir quelles initiatives positives on peut proposer au personnel dans la période, tout en sachant que ce sera limité parce que la fédération CGT représente quand même un poids à l'EDF. On a fait la démonstration que tant sur les objectifs (augmentations uniformes) que sur les formes d'action, la CGT a fait un bout de chemin avec nous et ça c'est positif mais quand elle a vu qu'elle n'était plus à l'initiative d'un certain nombre de choses, elle a pris sa décision qui n'est pas sans créer de problèmes d'une part aux travailleurs de l'EDF mais plus largement : quand on a terminé une action comme on l'a terminée, ce n'est pas facile pour remonter le courant après. Il y a bien sûr un piège dans lequel il ne faut pas tomber, c'est de faire de l'anti-cégetisme stérile. Mais il faut expliquer comment les choses se sont passées. Et en tirer les leçons...*»

Richard FEUILLET



EDF-GDF lors d'une manifestation de décembre.

compte de la période des fêtes de fin d'année, si aucune prise de position relative à une concertation positive sur les problèmes ayant motivé la grève, n'intervenait, nous appellerions à nouveau l'ensemble du personnel à la riposte sous forme d'une part de grèves par groupes de régions et d'autre part, d'interventions journalières des agents des services de la production». Cet appel à l'action était fait avant les puissantes manifestations qui ont suivi la journée du 9 décembre. Celles-ci ayant montré la volonté de lutte des électriciens, volonté de lutte d'autant plus réelle et solide qu'elle était le résultat d'une mobilisation engagée depuis des semaines. Et voilà que la fédération CGT appelle à la reprise ! Après avoir réunie ses militants le 4 janvier elle affirmait que la majorité de ses syndiqués s'était prononcé pour l'arrêt du mouvement. On peut se demander pourquoi alors la CGT a refusé la demande de la CFDT de faire une réunion commune entre les secrétaires de syndicats CGT et CFDT. Aurait-elle eu peur que la confrontation ne fasse apparaître une toute autre réalité ?

ASSOCIER A LA GREVE
LES SABOTEURS DE
CELLE - CI ?

Mais on sait que la fédération CGT amène une

seconde «justification» à l'arrêt de la grève : il s'agirait pour avoir un mouvement qui se tienne debout, d'y associer les organisations FO, CFCT et autonomes. Outre que ces organisations sont archimémoires et qu'on ne voit pas en quoi leurs maigres forces seraient décisives, il ne faudrait quand même pas oublier que ces organisations (et cela la fédération CGT le sait), loin de rester neutres, ont travaillé activement à saboter le mouvement de décembre ; sans succès d'ailleurs. La CGT propose de discuter avec une organisation comme FO qui a été jusqu'à distribuer des tracts aux grévistes, disant textuellement, «*voilà ce que la convention vous a apporté, voilà ce que vous avez perdu en faisant grève*». En outre, la même FO, en compagnie des patrons de l'EDF, le 16 décembre, alors que 10 000 électriciens défilaient dans la rue, adoptait une motion condamnant la grève !

Demander dans ces conditions aux travailleurs de l'EDF, s'ils sont d'accord pour associer FO au mouvement, c'est en plus d'un singulier mépris à leur égard, un moyen très bon marché qu'a trouvé là la direction CGT, pour détourner la colère des travailleurs !

Il faut d'ailleurs signaler que la fédération CGT

avait déjà eu l'idée de ce référendum dès la mi-décembre, mais qu'il n'avait pu avoir lieu, la direction de l'EDF à qui il avait été proposé de l'organiser d'une manière commune, ayant refusé !!!

LA TACTIQUE DES
24 HEURES REMISE
EN CAUSE

Mais à vrai dire, ce que la fédération CGT a voulu casser, ce qui l'a gêné plus précisément, c'est surtout la forme qu'avait pris, la grève, adoptée, aussi bien par les travailleurs CGT que CFDT et qui s'opposait à sa «tactique» habituelle en la matière : il s'agit bien sûr des grèves de 24 heures sans lendemain, inefficaces, dont les électriciens gardent un goût amer pour en avoir fait l'expérience en 1976, lors d'une lutte sur des objectifs semblables à ceux d'aujourd'hui : grève de 24 heures, puis de 48 heures sans lendemain.

La fédération CGT n'a pu en fait, lors des discussions avec la CFDT, avant le mouvement, imposer cette forme d'action ne serait-ce, que parce que dans ses propres rangs, l'unanimité était loin de se faire dessus ! Elle acceptait donc pour un temps ce qui se trouvait être les propositions de la CFDT, à savoir comme nous le disait un militant «*des actions quotidiennes qui permettent d'obtenir satis-*

le temps sans qu'il y ait une suite».

Un responsable, CFDT EDF de la région parisienne que nous avons rencontré dernièrement expliquait pourquoi selon lui la fédération CGT avait décidé de suspendre le mouvement : «*On peut poser la question : est-ce que ce n'est pas l'action de la CFDT tant sur l'aspect de la revendication (augmentation uniforme) que sur la forme d'action qui fait que la CGT actuellement n'est plus maître de sa stratégie dans une certaine mesure et qu'elle essaie de trouver une parade pour essayer de reprendre le souffle et une stratégie qui est plus propre à son orientation ?* Stratégie, qui consiste à refuser de telles actions en pleine période électorale.

MARS EST PROCHE

Il ne s'agit pas d'effrayer les couches qui peuvent encore apporter leurs voix au PCF, en mars, couches d'autant plus sensibles suite la campagne de presse contre la grève déclenchée par la droite ! Cette tactique fait bien entendu fi des revendications des travailleurs, lesquelles étaient pourtant soutenues de toute part par leurs camarades de la fonction publique et du privé, certains indiquant même à juste titre que la lutte de l'EDF pouvait être un élément pour le développement

Marseille : de la SOPAC à Gervais-Danone

LE PCF ADAPTE SA TACTIQUE, SOUS LA PRESSION DES TRAVAILLEURS

Mise en liquidation judiciaire depuis le 23 novembre dernier, la SOPAC, petite entreprise située dans le 12^e arrondissement de Marseille, a tout simplement laissé ses 20 travailleurs sur le pavé. «Ils n'ont reçu ni les salaires et indemnités qui leur sont dus, ni la moindre indemnité de chômage, ce qui est scandaleux» s'indigne un conseiller général PCF dans une lettre adressée à la direction départementale du travail.

Mais voyons deux solutions qu'il propose : «Mettre en demeure l'employeur de proposer aux 20 travailleurs (...) de les employer dans sa nouvelle usine ainsi qu'il devrait légalement le faire».

Précision : «la nouvelle usine» serait construite à Niozeilles dans les Basses-Alpes ; le PCF trouve donc comme une solution raisonnable ce transfert des travailleurs dans une autre région ?

Deuxième «solution» du PCF : «Reconnaître le licenciement pour cause économique et veiller à ce que ces 20 ouvriers perçoivent effectivement les indemnités correspondan-

tes pendant un an».

Le PCF accepte la fermeture de l'usine, mais il demande à ce qu'elle s'effectue proprement.

On peut demander pourquoi ce parti qui se proclame «le défenseur des travailleurs» ne propose pas la seule solution allant réellement dans l'intérêt des travailleurs : le maintien de l'usine dans le 12^e arrondissement de Marseille, puisqu'il le dit lui-même «la construction de l'usine à Niozeilles (...) est bien un transfert d'activité par le biais du règlement judiciaire». Alors pourquoi dans les deux solutions proposées, le PCF veut-il faire accepter aux travail-

leurs la fermeture de l'usine de Marseille ? En demandant le transfert des ouvriers dans les Basses-Alpes, il sait pertinemment que cela se ferait au détriment d'autres ouvriers de Niozeilles qui voyaient dans l'ouverture de cette usine une possibilité d'embauche au pays.

Seule la lutte pour le maintien de l'usine à Marseille peut éviter que les ouvriers de Marseille et les demandeurs d'emploi de Niozeilles se trouvent dans une situation conflictuelle pour le plus grand profit des véritables responsables.

Alors que le PCF accepte les licenciements à la SOPAC voici ce que disait Lazzarino (député et membre du Comité Central du PCF) aux travailleurs de Gervais-Danone : «Il ne faut pas se laisser prendre à l'argument des reclassements. Changer l'emploi pose des problèmes, surtout pour ceux qui ont

40-45 ans... Un reclassement provoque des perturbations profondes dans les familles. C'est pourquoi nous pensons que la seule solution, c'est le maintien de l'activité de l'entreprise. Il n'y a donc que la lutte pour conserver vos emplois !»

Le PCF n'a donc pas soutenu les reclassements préconisés par le Programme commun ; il ne pouvait pas faire autrement devant les ouvriers de Gervais-Danone qui avaient précisé : «Ces reclassements se font au détriment d'autres travailleurs... Ici les reclassements sont une marchandise qui ne se vend pas !»

Le PCF accuse le PS d'être sensible à la pression des travailleurs, ce qui est tout à fait exact et logique puisque c'est un parti bourgeois, mais cette réalité s'applique aussi parfaitement à lui.

Corresp. Marseille

82 % des chômeurs de longue durée sont des femmes

Le ministère du travail vient de réaliser une enquête qui fait tomber toute une série de calomnies répandues par la presse genre *France Soir*, et montre les fondements réels de la chasse aux prétendus «faux chômeurs» qu'il a lui-même mise en œuvre. L'enquête, menée entre avril et juillet 77 dans 85 départements, porte sur près de 25 000 dossiers.

Première constatation :

les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, inscrits depuis plus d'un an, sont dans la très grande majorité des femmes : 82% ! Parmi elles, un grand nombre de femmes mariées et de mères de famille : «Les femmes qui ont des enfants en bas âge ont évidemment moins de chances que les autres de trouver un emploi. Très souvent l'impossibilité de régler les problèmes de

garde, les conditions de travail qui leur sont proposées et les horaires (travail de nuit ou durant le week-end), ainsi que les contraintes de déplacement, les obligent à refuser les offres d'emploi. Leur vie familiale, sinon, serait compromise».

Autre élément intéressant : «Tous les responsables départementaux de l'emploi s'accordent à dire que les «marginiaux» et les

«chômeurs professionnels» sont rares».

Enfin, les handicapés sont encore plus frappés par le chômage, en période de crise : ils représentent entre 10 et 15% des dossiers étudiés.

Voilà qui met à mal la propagande mensongère sur l'absence de motivation des jeunes dans leur recherche d'un emploi. Il est vrai que ces enquêtes restent confidentielles...

Un mort aux Forges de Basse-Indre

Paul Henin, ouvrier de 52 ans est mort aux Forges de Basse-Indre.

C'est dans une manœuvre de chargement des plateaux de fer étamé que sa tête a heurté la cornière du wagon.

Victime du «coup du lapin», il est mort durant son transport à l'hôpital.

Si c'est la première fois qu'un décès au travail se produit de cette sorte, les accidents ont pourtant toujours eu lieu lors des manœuvres des ponts dans les chargements. Le dernier ouvrier tué l'a été entre deux bobines. Avant lui, un autre le fut, coincé entre un bateau et

l'estacade.

Autant dire que les risques sont fréquents.

LA SÉCURITÉ AUX FORGES

Beaucoup de choses sont à dire. Tout d'abord, les ponts circulent sans arrêt dans les ateliers, dirigés le plus souvent à partir des cabines à grande hauteur.

La direction continue à installer des bureaux juste au-dessous, de la même manière qu'autrefois, un vestiaire y avait été mis. Tant et si bien qu'une palette d'alimentation électrique avait défoncé une armoire dans sa chute. Le vestiaire a été déplacé...

Les pontiers ont des cahiers de revendications. Ils dénoncent couramment les carences mécaniques, les câbles, les freins. Peine perdue.

Il n'y a pas de vérifications sérieuses par la direction. Alors à quoi bon réclamer. D'autant plus que les ponts sont très vieux : ils datent souvent de 30 ans.

La direction accepte les fournitures pas chères, celles qui se voient : les gants, les chaussures, les bleus, et bientôt les casques. Mais aucun investissement financier important n'est fait pour la sécurité.

L'accident mortel repose aux syndicats la question de la lutte sur la sécurité. Mais à court terme, une grève pour la suppression des feux continus (3x8) est programmée tous les dimanches pour les équipes de l'après-midi et du soir.

Extraits de l'APL

Laving-Glaces : gala de la victoire

A Laving Glaces, les travailleurs ont montré que dès maintenant, la lutte paie, si les travailleurs, déterminés prennent eux-mêmes leur lutte en mains en la dirigeant, si un large soutien s'organise.

Afin de fêter leur victoire, ils organisent un gala, le vendredi 13 janvier au théâtre municipal de Rezé à 20 h 30 (rue Guy Lelan, entrée libre).

Au programme :

- interventions sur la grève.
- Débat.
- Participation de Gilles Servat.

Section CFTD de Laving Glaces - Comité de soutien

Dubigeon : empêcher un précédent

Il y a quelques jours, la direction des Chantiers Dubigeon décidait d'assigner en justice les syndicats CGT et CFTD, suite à la grève qui avait paralysé l'entreprise pendant 2 mois, du 8 septembre au 8 novembre. Elle réclame 1,4 millions de réparation d'actes illicites !

Ce qu'elle met en avant : la grève a entraîné pour elle l'obligation de stocker des marchandises à l'extérieur de l'entreprise, de louer des bureaux dans d'autres locaux, de payer le stationnement de camions immobilisés en gare d'Etat... Elle ajoute

que des entreprises sous-traitantes se sont retournées contre elle, à la suite de la grève...

L'affaire viendra devant le tribunal civil de Nantes. C'est une attaque contre le droit de grève. Le précédent le plus connu date d'il y a 3 ans, lorsque la direction de Renault avait intenté un procès contre la CGT, à la suite de la grève des OS du Mans. Elle n'avait pas obtenu gain de cause. Pour les travailleurs de Dubigeon, il s'agit de faire en sorte que Dubigeon connaisse le même sort que Renault !

Stein Industries (Roubaix) : menace imminente d'expulsion !

Les deux cents ouvriers de l'entreprise Stein Industries (filiale de la CGE Althom) à Roubaix, occupent leurs locaux de travail depuis mardi matin. A l'origine de ce mouvement illimité, le refus de la direction de l'usine d'engager des négociations sur la base du cahier de revendications déposé il y a quelques jours par les représentants du personnel CGT et CFTD.

Que réclament les travailleurs ? Le respect de la semaine de 40 heures, l'obtention du 13^e mois, ainsi qu'un salaire mensuel à 2 400 F.

La direction non contente d'opposer une fin de non recevoir aux revendications, vient de présenter une requête devant le tribunal des référés, afin de faire évacuer les grévistes. Le tribunal vient de rendre son jugement et demande aux occupants de «respecter la libre circulation des biens et des personnes dans l'usine». La menace de l'expulsion est donc imminente !

Flipo (Tourcoing) : fermeture prévue en juillet les travailleurs prennent les devants et occupent !

Les travailleurs au nombre de 155, de l'usine Flipo Fils Aîné (filature de coton) située à Tourcoing dans le Nord, occupent leurs locaux de travail depuis lundi dernier. Que les travailleurs n'aient pas attendu la fermeture effective, est le moins que l'on puisse dire, puisque celle-ci ne doit intervenir qu'en juillet 1978. Mieux vaut prendre les devants !

ANPE : Grenoble : la direction s'enferme dans ses bureaux

Il y a quelques jours, le personnel du rez-de-chaussée de l'agence locale pour l'emploi de Grenoble, montait au 1^{er} étage de l'immeuble pour travailler, le rez-de-chaussée n'étant ni chauffé, ni aéré. La direction de l'agence, loin de répondre à la demande des employés d'apporter les améliorations nécessaires aux locaux, a choisi de s'enfermer dans ses bureaux et ne plus avoir aucun rapport avec les 46 employés ! Ce monsieur pourrait bientôt savoir ce que veut dire le mot grève si toutefois il avait oublié !

Paiement des stagiaires en entreprises de plus en plus long

Les délégués des entreprises pour l'emploi viennent de donner une directive aux chefs d'entreprise employant un jeune en stage. Elle concerne les démarches à faire pour que les Centres de FPA débloquent les paies des stagiaires : le délai est encore allongé. Ainsi, dans le cas d'un jeune ayant travaillé tout le mois de janvier, si son patron n'envoie pas le certificat de présence avant le 31 janvier, le jeune ne touchera sa paie que «courant mars». Il peut donc attendre deux mois pour recevoir sa paie !

Prison

Grève de la faim contre le régime des QHS

Selon le ministère de la justice, 685 détenus ont répondu à l'appel lancé par des détenus des Quartiers de Haute Sécurité (QHS), en faisant la grève de la faim lundi. Mardi soir 58 détenus poursuivaient leur mouvement. Lors de la conférence de presse tenue mardi par le Comité d'Action des prisonniers et le Collectif Travailleurs Justice pour dénoncer les conditions de détention dans les QHS, un membre du CTJ a contesté la valeur juridique de la note administrative instituant en 1975 les QHS. Le problème a été porté devant le conseil d'Etat (auquel appartient d'ailleurs le fonctionnaire auteur de la note en question). D'autre part une lettre de Maître Klaus Croissant a été lue ; il v

declare notamment : «*Pendant mon séjour à la maison d'arrêt de la santé je me suis renseigné auprès de mes co-détenus sur le régime de «haute sécurité». En effet, ce régime est caractérisé par le même isolement que celui infligé en RFA aux détenus qualifiés de terroristes.*»

Ce mercredi, de 16 heures à 20 heures une manifestation est appelée par le CAP et le CTJ devant le ministère de la Justice. Il est prévu enfin une semaine consacrée à des films sur l'enfermement : elle commence ce mercredi au cinéma Jean-Renoir, 43 bd de Clichy par le film «Les Ordres», suivi par un débat sur les prisons et la sécurité de l'Etat.

L'occupation du 87 avenue d'Ivry (Paris 13^e)

UN RÉFÈRE D'EXPULSION QUI N'A GUÈRE INTIMIDÉ

● Hier, les deux premiers occupants du 87 avenue d'Ivry, Pauline et Pierre, comparaissaient au tribunal d'instance du 13^e arrondissement de Paris. Le Logement Français, société privée d'HLM, aujourd'hui propriétaire de l'immeuble vide, demandait l'expulsion de ce couple.

Rappelons que Pauline et Pierre ont occupé un appartement vide voici près de trois mois après avoir été expulsés de manière tout à fait illégale par un sous-loueur marchand de sommeil. Ils étaient revenus à Paris — leur ville natale — depuis plusieurs mois à la suite de leur expulsion d'un HLM de banlieue car ils n'arrivaient pas à payer les 750 F par mois pour le F 2 qu'ils avaient. Expulsion «légitime» cette fois.



A la sortie, tout le monde écoute l'avocat

Dès 9 h 30, plusieurs dizaines de personnes ren-

traient dans la petite salle derrière les 2 occupants, leurs avocats et les autres occupants du 85-87. A côté d'eux on pouvait remarquer la présence de quelques membres de l'inter-comité du Marais et les 2 mères célibataires qui ont été expulsées de leur logement en septembre dernier.

Peu accoutumé à un tel rassemblement de gens décidés à manifester leur volonté de refuser l'expulsion, le juge du 13^e refusa de siéger publiquement et s'enferma avec les avocats et les 2 occupants dans son bureau.

La parodie de justice ne dura pas plus de 10 minutes. Si peu de gens se faisaient d'illusions sur la possibilité de remettre en cause le droit sacré de la propriété, la rapidité de l'affaire montra que le résultat était joué d'avance.

Question de délais. Deux ou trois mois selon les cas, histoire d'apparaître comme des humanistes soucieux de la misère des gens.

Sur le parvis du Tribunal l'avocat annonça que la décision serait rendue jeudi matin mais qu'il ne fallait pas s'attendre à autre chose qu'à un délai autour du mois d'avril.

La manière de présenter la défense qu'il avait faite provoqua un certain remous parmi les gens présents. Considérant d'avance qu'on ne pouvait pas se battre sur les mensonges utilisés par le Logement Français il n'avait pas cherché à obtenir une décision d'irrecevabilité ou tout du moins l'ouverture d'une enquête sur la prétendue insalubrité dont se servait la société d'HLM pour demander l'expulsion.

Il faut dire que l'avocat avait été imposé aux occupants par un quasi chantage. «Soit vous le prenez et vous avez le soutien de la fédération de la CNL, soit vous le refusez et nous nous retirons».

Une leçon riche d'enseignement quand on sait que la permanence de la fédération de la CNL,

venue avec l'avocat est une membre active du PCF. Arrivée depuis peu à la CNL, la voici déjà aux plus hauts échelons. Une ascension fulgurante qui n'est pas sans relation avec la tactique actuelle du PCF !

ELARGIR LE SOUTIEN

Quelle que soit la réponse de jeudi, la question essentielle que se posent les occupants c'est de construire un large rassemblement capable de faire reculer le Logement Français sur les 2 revendications essentielles.

— Le maintien du 85-87 qu'il est prévu de remplacer par une tour HLM de 18 étages.

— un engagement de location à loyer modéré comme garantie d'un véritable logement social.

— L'objectif poursuivi a été réaffirmé à la Conférence de presse qui s'est tenue en début d'après-midi dans l'immeuble occupé : imposer que la rénovation profite aux mal-logés et aux travailleurs qui sont expulsés de Paris.

Aussi un large comité va se créer pour définir un contre projet de rénovation sur la ZAC-Baudricourt, zone de chasse du Logement Français.

Il devrait réunir les occupants, les habitants du 13^e, les associations intéressées (l'UL-CFDT, 5^e, 13^e a donné son accord) de façon à devenir un pôle de lutte important sur l'arrondissement.

Quand on connaît le 13^e, sa tradition ouvrière et l'actuel rez-de-marrée spéculatif, nul doute que cette initiative rencontrera un large écho.

Redonnant aux travailleurs de Paris les moyens d'une véritable démocratie longtemps confisquée pour les synécures électorales des partis de gauche, c'est très certainement un pas en avant pour donner à l'occupation les moyens de gagner en profitant du délai qui lui est donné.

Correspondant 13^e

INTERNATIONAL

2 — Voyage de Carter : quelques constatations

L'ENGAGEMENT EN EUROPE

Curieusement, les propos de Carter à Omaha Beach en Normandie ont été assez peu relevés. Ils donnent pourtant tout leur sens à la valeur symbolique que les services de presse américains y ont attaché, comme la photo des deux présidents devant la plage du débarquement. «*Nous sommes déterminés à ce que jamais la liberté de l'Europe ne se trouve à nouveau menacée... Aujourd'hui, il y a encore 200 000 combattants américains en Europe, pour le cas où une telle menace devrait à nouveau se dresser devant nous.*» Les mots parlent d'eux mêmes : Carter affirmait aux soviétiques qu'il n'hésiterait pas à engager l'armée US en Europe.

C'est le même esprit qui animait ses propos quelques jours plus tard devant l'OTAN à Bruxelles lorsqu'il annonçait que les troupes américaines seraient «*augmentées de huit mille hommes au cours des dix huit mois prochains.*»

Non pour l'Europe elle-même, mais parce que «*l'alliance atlantique est précieuse au peuple américain.*» Autrement dit ce renfort et cet engagement sont avant tout une volonté de réaffirmer la puissance américaine en Europe. Non seulement face à l'URSS, mais également à l'égard de certaines tendances européennes. C'est bien ainsi que l'ont compris certains commentateurs, dont le spécialiste de la «*détente*» au Figaro, Wajzman, qui appelle les européens à «*abandonner toute hostilité épidermique*»

● «*Les quelques jours que Carter a passés en Europe de l'Ouest nous paraissent être l'essentiel de son voyage à l'étranger.*», écrivait lundi dans son éditorial, *Le Washington Post*. C'est notamment au cours de sa visite en France avant de se rendre à Bruxelles que Carter, dans son discours de Paris, devant les chefs d'entreprises français a réaffirmé sa volonté de «*développer la coopération mutuelle*» USA-Europe.

à l'égard de la puissance américaine.

GIEREK CONVOQUÉ A MOSCOU

Carter a pu effectuer un voyage à Varsovie sans passer au préalable par Moscou, affirmant ainsi qu'il existait des moyens pour les USA d'intervenir au sein même de l'empire soviétique, et le faire sentir en déléguant son conseiller Brzezinski auprès du cardinal Wysinski. Tandis qu'il renforce sa présence militaire et politique en Europe il a montré qu'il souhaitait également jouer sur les faiblesses de l'URSS pour contrer les ambitions de celle-ci sans remettre en question, pour l'instant le partage de l'Europe.

Carter à peine parti de Varsovie, le gouvernement polonais était convoqué à Moscou, ce qui selon le *New York Times* «*était peut-être l'indication la plus claire malgré le développement des relations de la Pologne avec l'Ouest et la visite symbolique du président Carter, de combien la Pologne est liée à l'URSS.*»

Bien qu'il affirmât ceux européens que ses relations avec les soviétiques «*étaient meilleures*» le voyage européen de Carter a clairement montré qu'il

entendait disputer plus à présent le contrôle de l'Europe aux soviétiques en envisageant tous les moyens. On a vu que les préparatifs d'une guerre en Europe étaient plus que jamais à l'ordre du jour parmi les préoccupations américaines, une guerre dont le risque de déclenchement est lié à l'évolution des relations URSS-USA et dont la conduite à l'Ouest dépendrait avant tout du commandement américain. Les positions américaines ne vont pas sans susciter des réticences qui se sont exprimées avec beaucoup de discrétion. «*Malgré les compliments adressés au Marché commun et à l'Alliance atlantique, Carter n'a pas forcément convaincu lorsqu'il a laissé entendre que désormais : coopération avec les Etats Unis ne signifierait plus contrôle par les Etats-Unis.*»

LE SOUTIEN AU MARCHÉ COMMUN

«*Cette rencontre symbolise le soutien de l'Amérique à une Europe forte et unie.*», s'exclamait Carter devant la commission européenne à laquelle il proposait de coopérer sur cinq points : la relance, le commerce international, le

dialogue Nord-Sud, le nucléaire, la coordination des politiques économiques. Mais précisément l'Europe est «*forte*» par l'OTAN, unie sur des bases atlantiques. Le soutien apporté par l'Amérique à cette orientation l'a en partie permise.

Comment voir autre chose qu'une exigence de plier aux volontés US quand il se félicite des succès rencontrés contre le protectionnisme alors que les Etats-Unis, eux, ont développé le protectionnisme précisément à l'encontre de l'Europe et du Japon ?

Carter lors de son passage en Europe, a affirmé avec éclat sa politique. Il reste qu'il n'a pas entraîné l'adhésion. L'absence de perspectives concrètes a donné beaucoup d'importance aux intentions proclamées et la réalité de leur mise en œuvre depuis le sommet de Londres a montré que les Etats-Unis pour susciter cette «*coopération*» utilisaient plus systématiquement et plus brutalement tous les moyens à leur disposition. Pour autant les Etats-Unis n'ont pas pu faire aboutir les négociations commerciales comme ils le souhaitaient et la chute calculée du dollar n'aura pas vraiment permis d'obtenir des concessions sur le yen et le mark. Les Etats-Unis n'ont pas pu obtenir des pays européens qu'ils renoncent sur tout, notamment dans les domaines économiques et commerciaux.

(à suivre)

Grégoire CARRAT



Espéridou : deux ans après la mort d'Isabelle, LES RESPONSABLES VONT-ILS ETRE ENFIN JUGÉS ?

Le père Fabre, ancien directeur de l'Espéridou risque désormais de passer aux Assises. Le 15 février 75, Isabelle, 13 ans, pensionnaire de cet établissement pour handicapés, mourut étouffée, pendue dans une camisole de force au mur d'un réduit. Dans cet établissement, de nombreux enfants étaient torturés par cet ancien aumônier de la Légion : il les frappaient, les violentait, les traînait dans l'escalier, la cheville attachée

par une corde et leur faisait passer des nuits entières sur le carrelage. Deux informations judiciaires avaient été ouvertes contre Fabre, séparant l'affaire de la mort d'Isabelle des méthodes utilisées. Fabre est incarcéré pendant 5 mois puis simplement placé sous contrôle judiciaire... à son domicile !

Mieux encore, le 9 novembre 77, alors que l'affaire piétine toujours, on apprend que le père Fabre vient d'être nommé «con-

seiller technique à vie» de l'Espéridou, en même temps que la majorité du conseil d'administration démissionnait !

Cette nomination a relancé le scandale : sur la demande insistante des parents de la petite Isabelle, le parquet de Montpellier vient de changer ses réquisitions. Le juge Larroque vient d'inculper le père Fabre de «violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner»...

Pour l'avocat de la famille, cette décision si elle est une avancée, est insuffisante : les dossiers d'Isabelle et celui des sévices sont encore séparés. Or, pour que Fabre puisse avoir la condamnation sévère qu'il mérite, il faudrait que les deux instructions soient confiées au même juge. Quand sera jugé le père Fabre ? On ne le sait toujours pas près de deux ans après l'assassinat d'Isabelle Le Menach !

Enquête sur la mort d'un soldat victime d'un stage commando

Daniel Caillibot est mort le 9 décembre 1977, lors d'un stage commando au centre d'Entraînement Commando de Quétern (presqu'île de Crozon). Pour la hiérarchie militaire il s'agit de la fatalité. Selon la gendarmerie de

Chateaulin «les conditions météorologiques étaient correctes, bien que le ciel fût couvert.» Or :

— Le corps de Daniel n'a été découvert que 7 heures après sa disparition, à marée basse, par ses camarades.

— Les canots de sauvetage n'ont pas pu approcher de la falaise et essayer de repêcher le corps, preuve que la mer était démontée.

Caillibot n'était retenu par aucun filin de sécurité, ce qui est pourtant une obligation. Car un filin

aurait permis de le remonter rapidement.

La nature de l'obstacle est particulièrement dangereuse, vraisemblablement un «pont de Ouistiti». Pour y progresser, il faut constamment décrocher le harnais de sécurité pour le replacer plus loin, et il semble que ce soit au cours de cette manœuvre qu'une vague l'a emporté, à moins que ce ne soit un ressac provoqué par une onde de choc sur la falaise.

Le matin même les sol-

dats du «stage commando» avaient refusé de franchir cet obstacle en raison des conditions météorologiques.

La commission préparatoire à la commission d'enquête civile pour la vérité sur la mort de D. Caillibot demande que la vérité soit faite et s'étonne du silence qui a entouré la mort de Daniel, ainsi que l'accident d'un de ses camarades au même moment, et des contradictions existant dans le rapport de gendarmerie.

Détournement d'autobus en plein Marseille

Pendant une heure et demi, trente voyageurs de la ligne n° 6 ont été les otages d'un contrôleur maniaque du respect de la loi. Ayant détecté, grâce à son regard habitué une passagère qui n'avait pas de ticket, il fut pris d'une véritable rage, d'autant plus redoublée lorsqu'il apprit qu'elle n'avait pas de carte d'identité. Ne désespérant pas d'être cité à l'ordre de la ville de Marseille (s'il existait) notre contrôleur sent le moment venu pour une grande décision : il ordonne au conducteur de détourner le bus vers le commissariat le plus proche pour y livrer la coupable. Or le dimanche, de nombreux commissariats sont fermés à Marseille. Pendant une heure et demi le bus fou trimballe ses trente passagers de commissariat en poste de police, le contrôleur ayant fait boucler toutes les portes.

La présence d'esprit d'une septuagénaire les a tirés d'affaire. Baissant sa vitre, elle appelle des automobilistes à la rescousse. Ils coincent le bus et font ouvrir les portes, moment heureux que la resquilleuse saisit pour disparaître sans payer l'amende...

Du C.E.S. Politzer au C.E.S. Michelet, Quand le PCF oublie de dénoncer la dégradation des locaux

● Une grande partie des CES construits en France, vestiges de l'époque, «un CES par jour», sont très dégradés, et parfois carrément dangereux. Ces derniers temps, grèves d'élèves et d'enseignants se sont multipliées à ce sujet. Le PCF, surtout lorsque ces établissements sont dans ses municipalités, proteste bruyamment contre ces faits, multipliant

pétitions et réunions du Conseil municipal.

Le fait-il dans l'intérêt des élèves et des enseignants ? La situation au CES Michelet de St-Ouen, rapportée par un de nos correspondants, en dit plus long que tous les textes de pétition ou les réunions publiques de conseils municipaux.

Au CES Michelet, il n'y a pas de salles de permanence où pourraient se rassembler les élèves entre deux cours. Lorsque l'éventualité se présente, on les parque sous un préau, parallèlement aux cours de gymnastique. Les bâtiments sont de vieux pré-

fabriqués peu ou mal chauffés. Certains ne sont pas chauffés du tout, ce qui est particulièrement insupportable lorsqu'il s'agit pour les élèves de rester immobiles pendant plusieurs heures de suite, alors que la température extérieure est basse.

Lundi, les enseignants ont décidé, à l'unanimité, de réagir cessant le travail de 10 H à 15 H. Les démarches précédentes faites à la municipalité PCF de St Ouen dont dépend le CES s'étaient heurtées à la même réponse : c'est le gouvernement qui est responsable, car il refuse de nationaliser l'établissement, et donc d'en prendre la charge financière. Excédés, les enseignants ont envoyé une délégation à la municipalité. Sanchez, maire adjoint les reçoit et leur promet la visite d'une commission technique. Celle-ci, qui ne peut que faire le constat de la carence de chauffage, met une nouvelle fois en accusation les services préfectoraux ; ce qui n'a pas augmenté la température dans les salles d'un degré.

Le C.E.S. Politzer menacé de fermeture

À Ivry, une commission de sécurité a visité pour la quatrième fois le CES Politzer, construit sur le modèle du CES Pailleron. La commission a estimé que l'établissement était dangereux, au point qu'il devrait être fermé si des travaux n'étaient pas rapidement engagés. Ce que les parents ne cessent de répéter depuis des années. Comment interpréter cette conclusion : des travaux seront-ils engagés, le CES sera-t-il fermé et les élèves recasés un peu partout, ou continuera-t-il à fonctionner comme avant ? Il est probable qu'aucun crédit ne sera dégagé, à moins d'une mobilisation d'ampleur.

Nouveaux prix pour le poisson

Un accord vient d'être signé entre le gouvernement et les représentants des poissonniers. Quelques hausses ont été accordées aux commerçants. Ils seront, au terme de l'accord, tenus de proposer dès mercredi deux poissons à 8 F le kilo ou moins, deux poissons à 10 F le kilo ou moins, un poisson en tranches à moins de 15 F le kilo et deux poissons en filets à moins de 16 F le kilo. La petite boîte de morue coûtera 2 F. Les huîtres de Pâques de catégorie 1, 2, 3, coûteront respectivement 7,80 F, 9,90 F et 11,80 F la douzaine.

Attention, un «auteur» peut en cacher un autre !

La 17^e chambre du Tribunal Correctionnel vient de condamner Anne Gaillard à 1 200 F d'amende et à 600 F de dommages et intérêts, sur plainte de Simone Signoret. Dans une émission diffusée il y a quelques mois, Anne Gaillard avait dénoncé l'un des scandales de l'édition capitaliste, entre autres le rôle obscur et pourtant capital de ceux que l'on appelle les «nègres». C'est-à-dire des écrivains inconnus à qui on demande sur la base d'entretiens ou de notes de rédiger un roman ou un biographie d'une vedette connue, signé bien entendu par cette vedette ! Le «nègre» touche son chèque certes, mais il lui est interdit au terme du contrat de révéler qu'il est l'auteur réel du livre. La plupart des ouvrages de vedettes célèbres sont rédigés en réalité par ces écrivains inconnus. Au cours de l'émission on put même entendre un de ces «nègres» raconter comment un auteur à qui elle avait écrit un livre refuser de reconnaître en privé la façon dont l'ouvrage avait été écrit...

Simone Signoret, mise en cause dans l'émission avait porté plainte contre Anne Gaillard et Jean Hedern Allier pour avoir mis en doute le fait qu'elle ait rédigé elle-même sa biographie.

De Broglie, suite

C'est la fin de la direction de la pâtisserie «la Reine Pédaque» pour De Ribemont, une des vedettes de l'affaire De Broglie. Le célèbre restaurant sera vendu aujourd'hui aux enchères. Mais De Ribemont a demandé un sursis, estimant que la publicité pour la mise en vente a été insuffisante.

Lancement de Soyouz 27

L'URSS a lancé hier un Soyouz 27 avec deux cosmonautes à bord. Soyouz 27 est destiné à être arrimé à la cabine Salut 6 qui tourne depuis plusieurs semaines déjà avec deux autres hommes à bord.

Encore un attentat fasciste

Une bombe qui avait été déposée sous un véhicule garé à proximité du foyer SONACOTRA de Montois-la-Montagne (Moselle) a explosé mardi matin. Des vitres ont été brisées mais il n'y a pas eu de victimes.

Pourtant, le foyer abritait deux cents ouvriers environ.

Pour le moment, l'attentat n'a pas été revendiqué. Ce n'est pas le premier dans la région, les autres avaient été revendiqués par le groupe «Delta».

Troisième festival des travailleurs immigrés

Jeudi 12 janvier :

— Valence. 14 h, film : *Les femmes en Algérie* Salle Fontbarlettes

— Carrières-sur-Seine. 20 h 30 : *OS, camaradas-Mara*.

Chapelle du Réveil Matin, Route de Buzenval. Grenoble. 20 h : groupe de théâtre Maghreb.

Le soutien critique de Chirac au Programme de Blois

■ A l'issue d'une réunion du conseil politique du RPR, tenue après le passage de Barre au Club de la Presse lundi soir, Guéna a déclaré qu'*«il y avait des éléments intéressants»* dans le programme de Blois du Premier Ministre. On ne peut pas être plus condescendant. Toujours dans la même optique, le RPR s'est empressé de préciser qu'*«il compléterait»* le programme gouvernemental.

La permanence de la querelle à droite, outre le fait qu'elle montre bien l'absence de perspectives offertes par les différents partis, éclaire le double jeu qu'est obligé de jouer aujourd'hui le RPR. Principal parti de la majorité sortante, et principal parti de la nouvelle majorité, si la droite l'emporte en mars, il ne peut pas ne pas soutenir le programme de Barre. Les propositions du Premier ministre, pour dérisoires et menaçantes qu'elles soient, sont les seules mesures «sérieuses» que pouvait proposer la droite. Partie intégrante de cette droite, le RPR ne pouvait faire autrement que d'approuver ces mesures, sous peine de passer pour diviseur et irresponsable, sous peine d'accroître les chances de défaite de la droite en quelque sorte. Mais les objectifs de Chirac ne résident pas seulement dans l'après-mars. Il entend bien aussi apparaître comme un recours, et il lui en faut les moyens.

Ces moyens sont de plusieurs ordres : d'abord, ne pas apparaître comme trop lié aux giscardiens et à leur programme ; de ce point de vue, l'objectif doit pouvoir être atteint sans trop de difficultés. Ensuite, et surtout, ne pas être présent sur le seul terrain

électoral : le RPR veut des militants dans toutes les couches sociales, et surtout. Il lui faut pour cela prouver une certaine crédibilité et offrir un semblant de perspectives.

Ces perspectives, il ne peut les trouver qu'en jouant le jeu de la démagogie, en avançant une série de propositions dites sociales, en surenchérissant par rapport à Barre. Le meeting que tiendra Chirac en février à la Porte de Pantin à Paris se veut l'exact opposé des grandes messes de Giscard. Au président de la République les rassemblements de conservateurs et bêtifiants, à Chirac les meetings qui se veulent populaires.

La voie que s'est tracée le RPR est délicate : il ne doit pas négliger les chances de victoire de la droite, et donc garder un minimum de solidarité avec la majorité sortante, mais il doit aussi préparer le recours en cas de défaite, et donc apparaître comme fondamentalement différent, pour attirer à lui toute la clientèle réactionnaire. C'est le double jeu de Chirac, un double jeu qui l'amène aujourd'hui à demander d'urgence une réunion du comité de liaison de la droite. Pour tempêter bien sûr, pas pour rompre.

Rencontre Maire - Séguy

RELANCER L'ACTION...

«SANS GÊNER LE DÉROULEMENT DE LA CAMPAGNE ELECTORALE»

Ce mercredi, avait lieu la première rencontre de l'année entre les deux dirigeants des centrales CGT et CFDT. Auparavant, à l'issue de la réunion de la Commission Exécutive de la CGT, Georges Séguy tenait une conférence de presse. Parmi les points abordés : l'action revendicative, le SMIC à 2 400 F, la situation à l'intérieur de la CGT, et la position de la CGT pour les élections.

«Le mécontentement des travailleurs et leur combativité justifient l'audace dans les mots d'ordre d'action à tous les niveaux», a déclaré Séguy.

Et Lomet, revenant sur les travaux de la CE, complétait : «Toutes les interventions ont souligné que la caractéristique principale de la dernière période était la forte combativité des travailleurs». Comment ces messieurs justifient-ils, dans ces conditions, l'attitude de la Fédération EDF qui propose comme toute action aux électriciens de se prononcer par référendum sur la représentativité de FO ? Comment expliquent-ils qu'à Michelin, en fait d'audace, la direction de la CGT considère comme utopique le boycott du

travail le samedi, et propose régulièrement des «actions» complètement inefficaces, programmées à l'avance, alors que les travailleurs ont adopté les débrayages surprises qui désorganisent la production ? Et ce ne sont là que deux exemples. L'explication de ce refus à généraliser l'action, on la trouve dans d'autres déclarations de Lomet : «Sans gêner le déroulement de la campagne électorale, il ne peut être question d'offrir deux mois de tranquillité au gouvernement et au patronat».

C'est clair : on ne peut pas se permettre de ne rien faire du tout, mais on ne fera pas grand chose non plus ! Un exemple d'action envisagée : les PTT avec 4 journées catégorielles ! Les postiers en ont plus qu'assez de ces journées dont ils ne savent même pas laquelle les concerne ! Non, on ne peut rien attendre des directions, aujourd'hui moins que jamais, à deux mois des élections.

La «pression» des travailleurs, la direction CGT l'envisage, tout comme le PCF, en direction du PS : à propos de la décision du PS de porter finalement le SMIC à 2 400 F, Séguy déclare : «Nous en prenons acte. Dans la mesure où les travailleurs manifestent leur volonté, des

difficultés peuvent être surmontées. Si les nationalisations étaient aussi sensibles aux salariés que la question du SMIC, peut-être surmonterions nous aussi ces obstacles». On reconnaît là l'explication habituelle du PCF sur la nécessité de faire pression sur le PS pour qu'il marche droit et renonce à son virage à droite ! Mais aussi, on apprend de la bouche même de Séguy, que les travailleurs ne se mobilisent pas sur la question des nationalisations. Et pour cause.

Toujours sur la question des élections, il répondait mardi soir à un auditeur de France Inter sur les perspectives électorales, Séguy déclarait : «Tout dépend surtout du poids que les travailleurs pèseront d'ici au premier tour de scrutin». Là encore, c'est la ligne intégrale du PCF.

Lors de la rencontre de mercredi avec Maire, c'est donc en ces termes que les questions devaient être posées par Séguy. Relancer l'action en surface, avec quelques journées dans les branches les plus touchées, de façon à maintenir une légère pression, sans gêner le déroulement de la campagne électorale...

Monique CHÉRAN



Le MRG et la désunion de la gauche

L'Etat enquêteur

Cinq chercheurs français du Commissariat à l'Energie Atomique qui, pour des raisons professionnelles, doivent se rendre souvent en République Fédérale Allemande, se sont vus proposer par les autorités de ce pays, de remplir un questionnaire sur leurs opinions politiques.

Ainsi est demandé : «—Résidence ou lieu de séjour habituel dans un Etat Communiste depuis le 8 mai 1945.

(De l'employé, du conjoint, ou du fiancé)

—Parent proche vivant dans un pays communiste.

—Autre relation dans les pays communistes. (En cas de réponse positive, prière de préciser s'il s'agit de relations d'affaires, sociales, culturelles, sportives, etc).

—Appartenance actuelle ou passée :

—à des partis ou des organisations déclarées anti-constitutionnelles ou interdites.

—à des partis ou organi-

sations communistes, extrémistes, de gauche ou de droite,

—à des partis ou organisations de pays communistes».

Les cinq chercheurs soumis à cet interrogatoire ont refusé de s'y soumettre. La RFA ne peut pas se justifier en invoquant des tentatives des pays de l'Est d'infester ses administrations d'espions, car à l'évidence ce n'est pas seulement ce problème qui inquiète la bourgeoisie allemande.

N'apprend-on pas simultanément que le ministère de l'intérieur allemand envisageait divers moyens qui vont du noyautage à l'interdiction policière pour empêcher le tribunal Russe de conduire son enquête sur les violations des libertés en Allemagne fédérale ? C'est plutôt dans la direction de l'espace judiciaire européen qu'il faut chercher les motivations de l'administration allemande.

«IL FAUT VOIR QUELLES SONT LES SOLUTIONS DE RECHANGE»

François Loncle, secrétaire général du Mouvement des Radicaux de gauche, accorde une interview, mercredi, au Quotidien de Paris, sur les raisons qui, selon lui, motivent l'attitude du PCF depuis le mois de septembre. Comme Barre il y a deux jours, à propos de la rupture, Loncle affirme que la conférence nationale du PCF «n'a provoqué aucune surprise de sa part» ; la rupture selon lui tient «à des rapports de forces au sein de la gauche», «et non à des divergences de fond». Comment peut-il affirmer qu'il n'y a pas de divergences de fond entre le projet de société de Marchais et les quelques réformes que son parti entend apporter ? Quand son ami Fabre a

quitté bruyamment la salle des négociations un soir de septembre, de quoi était-il question ? M. Loncle ne s'arrête pas à si peu et poursuit : «Dès septembre nous annonçons que le PCF risquait de s'engager dans une stratégie de défaite et que l'exemple italien semblait inspirer un certain nombre de ses dirigeants». Le brillant analyste poursuit en affirmant qu'il ne croit pas aux influences internationales car, dit-il, «le contexte international a peu varié depuis le moment où le parti communiste semblait adopter une attitude unitaire (...). Autrement dit il n'y a pas la main de Moscou ; il y a la botte de Berlinguer».

Cette explication est peu crédible car elle fait

complètement abstraction des caractéristiques de l'Etat italien et de la plus grande facilité qu'il y a à l'investir. Marchais, lui, n'est pas disposé avant même d'être solidement installé dans l'appareil d'Etat à s'avouer comme un thuriféraire de l'austérité.

Loncle, cependant, qui a quelques difficultés à s'y retrouver dans ses explications, pense que la position prise par Marchais lors de la conférence nationale «est trop électoraliste pour être prise au sérieux». Dans la bouche d'un radical de gauche ! «Je fais partie de ceux qui pensent que la raison l'emportera». La raison ? Le secrétaire général du MRG pense que finalement les aléas de l'Union de la gauche vont donner un coup de fouet

«à l'espérance des travailleurs qui se tourneront très majoritairement vers le courant socialiste et radical». Loncle, qui se prépare à des déceptions, termine par un coup de franchise qui tranche avec les paroles précédentes. Rejetant une solution de troisième force, il affirme : «On ne peut pas obliger le PCF à aller au gouvernement, à signer un accord d'union qu'il ne veut pas. Il faut voir alors quelles sont les solutions de rechange».

C'était donc à un gouvernement socialiste et MRG, sans le PCF, que pensait Loncle quand il affirmait : «La raison l'emportera».

F. MARCHADIER

Une nouvelle ministre, deux nouvelles secrétaires d'Etat

MAIS POURQUOI CE REMANIEMENT MINISTERIEL ?

Un remaniement gouvernemental à deux mois d'élections législatives, voilà qui est original. Quand on sait l'importance de celui qui vient d'être rendu public par le secrétaire général de l'Élysée, il y a de quoi s'interroger.

Jugez-en : Alice Saunier-Seïté devient ministre des Universités. Elle était auparavant secrétaire d'Etat aux Universités. De plus, la table gouvernementale accueillera deux secrétaires d'Etat supplémentaires : Monique Pelletier, madame «anti-drogue», qui devient secrétaire d'Etat auprès du Garde des Sceaux, et Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine, qui devient secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, chargée des problèmes du travail féminin.

Voilà les faits ; il reste à savoir quelles significations ils ont. Peut-être y a-t-il un intérêt dans la gestion des affaires de l'Etat ? On voit difficilement lequel, puisque ces dames continueront à occuper la même fonction, à avoir la même «tâche». Peut-être y a-t-il un intérêt financier, puisqu'une paye ou une «retraite» de membre du gouvernement est nettement plus élevée que celle d'un fonctionnaire, si haut qu'il fût placé ? On n'imagine pas une seconde que de telles sordides idées aient pu passer dans la tête des auteurs de ce remaniement. Peut-être y a-t-il là, la volonté de donner au gouvernement



Un remaniement ministériel, c'est le bouquet !

quelque consistance pour ces activités futures ? Le gouvernement Barre n'a en tout et pour tout que deux mois d'existence devant lui, deux mois de gestion des affaires courantes. Alors, il y a la volonté maintes fois affirmée par Giscard de promouvoir les femmes aux postes de direction de la société. Le gouvernement Barre peut maintenant s'enorgueillir de 6 femmes en son sein (Veil, Saunier-Seïté, Scrivener, Missoffe, Pasquier

et Pelletier), ce qui fait une des plus fortes représentations féminines en Europe.

Le tout est de savoir ce qu'y font ces femmes. Accorder à deux d'entre elles un strapontin gouvernemental à deux mois des élections, c'est finalement se moquer d'elles plus qu'autre chose. A moins que Giscard et Barre ne pensent avoir trouvé là un argument électoral.

Dans ce cas, le plus

probable, c'est bien la pire des solutions : c'est tellement gros, tellement bête, que ça n'a aucune chance de prendre. Surtout si on sait que les deux nouvelles promues sont toutes les deux membres du bureau politique du PR. Alors ? Giscard astuce électorale de Giscard ? C'est probable. A moins que ne se cache là-dessous des manœuvres contre le RPR, difficiles à déceler au sein de ce gouvernement en sursis.

Le «Front autogestionnaire» du PSU a été présenté à la presse

Le Front autogestionnaire a annoncé sa création mardi. Créé à l'initiative du PSU, auquel s'est joint le Mouvement d'action non-violente, ainsi qu'un certain nombre de personnalités connues pour leur «sympathie critique» vis-à-vis de la gauche, il entend s'appuyer sur les grandes idées suivantes : «Les élections législatives vont être l'occasion d'exprimer des choix fondamentaux sur le type de société à construire (...). Pour cela, il s'agit de battre la droite en 78 (...). Il s'agit d'une gauche nouvelle. Les désaccords avec la gauche traditionnelle sont les suivants :

- 1) Les finalités et les modalités de la croissance économique.
- 2) La défense et l'armement nucléaire.
- 3) La mobilisation populaire et l'autogestion.

Le Front autogestionnaire s'affirme soucieux du droit des femmes, des mi-

norités nationales et des immigrés.

Il est apparu nettement lors de la conférence de presse de présentation, tenue par Mousel et Muller (du MAN) que la lutte contre le nucléaire civil et militaire serait un des points forts de la campagne. La question de l'autonomie de la classe ouvrière n'a guère été précisée. Le Front autogestionnaire, qui compte présenter environ 250 candidats, semble concevoir son rôle comme consistant à apporter un soutien critique à un éventuel gouvernement de gauche. On est d'autre part en droit de s'interroger sur la nature de ce Front autogestionnaire quand on sait que le PSU en forme l'ossature, un PSU qui, dans la dernière période s'est montré particulièrement intéressé par les prises de position du PCF, au point de se découvrir un certain nombre de points communs avec lui.

Les croisades du maire de Pau

A défaut d'une grande stature politique, Labarrère, le maire socialiste de Pau, trouve des moyens originaux pour faire parler de lui. Le jour même où il fournissait à Chirac une salle gratuite pour le meeting RPR de mardi soir, il publiait une «lettre ouverte» destinée au maire de Paris, et rappelant une vieille histoire : en août, une équipe de colleurs RPR avait recouvert la ville d'affiches chiraquiennes. Contre l'affichage sauvage et au nom de la propreté de sa ville, Labarrère réclame à Chirac 7 000 F pour «frais de nettoyage» par lettre recommandée. Chirac n'ayant toujours pas répondu, le maire de Paris publie une lettre ouverte.

Habitué des procédures judiciaires, Labarrère a une autre affaire en cours : il a porté plainte contre un membre du tribunal administratif de Pau qui l'avait giflé à la veille de Noël. Labarrère continue malgré tout sa campagne électorale, avec donc un maximum de publicité.

Un itinéraire du PS au PCF

France Nouvelle ne manque pas une occasion d'apporter sa pierre à la critique du PS. C'est ainsi qu'au détour d'une rubrique intitulée «Les communistes» et destinée à brosser le portrait des membres du PCF, on apprend que l'écrivain Gilles Perrault, auteur de «L'Orchestre rouge» a quitté le PS en août, pour adhérer au PCF.

Les raisons de cette adhésion donnent une idée du cheminement que peuvent faire certains, et qui les amène dans les mailles du parti de Marchais. Perrault, historien, est tout d'abord fasciné par l'activité des communistes pendant la Résistance. Il ne comprend pas que le PCF d'aujourd'hui, sa ligne politique, ses dirigeants, n'ont rien de commun avec le «parti des fusillés». S'il adhère au PS en 73, c'est sur la base du programme socialiste «Changer la vie» nettement orienté à gauche. La suite n'est finalement qu'un double mouvement, assez logique pour qui n'est pas armé d'une claire vision des choses : d'une part, la constatation évidente que la politique du PS est proche de celle de la droite, et d'autre part la constatation que le PCF dénonce cette position droitiste. Bien sûr, Perrault ne s'interroge pas une seule seconde sur le fait que c'est le PCF qui a ravivé la SFIO moribonde, ou sur le fait que le projet du PCF tourne le dos au socialisme. Il n'empêche que ce type de cheminement explique en partie le renforcement du parti de Marchais.

PLUS DE 21 % : UN OBJECTIF FACILE POUR LE PCF

Les députés du PCF se sont payés mardi un petit banquet, à Choisy le Roi. Motif de ce banquet : la fin de la législature, et le fait que 15 d'entre eux ne se représenteront pas en mars prochain. Des adieux en quelque sorte. Le discours de Marchais à ce banquet occupe une place bien en évidence dans l'*Humanité*, et ce n'est pas un hasard. On s'intéresse beaucoup aux députés du côté du PCF ces temps-ci.

Parallèlement, le numéro de cette semaine du *Point* publie le «palmarès» des députés de gauche. Ce classement est effectué sur la base d'un calcul, accordant à chaque activité parlementaire un certain nombre de points, avant que le total ne soit fait. Les députés du PCF y font en général bonne figure, se situant dans la première moitié du tableau.

Notons cependant la place peu flatteuse d'un

Maton, député PCF du Nord, de Fajon, député de la Seine Saint Denis, ou de Bustin, lui aussi député du Nord. Maton se représente, mais pas les autres.

Cet intérêt marqué pour le travail parlementaire, outre qu'il est le reflet d'un parlementarisme bien ancré, s'inscrit aussi directement dans la campagne électorale du PCF aujourd'hui. Quand Marchais fixe comme objectif un renforcement des positions du PCF, il parle de pourcentage, mais on peut aussi penser qu'il pense les choses en terme de nombre de sièges. Une étude publiée par le *Nouvel Observateur* éclaire elle aussi cette question de la représentativité parlementaire de l'après 78.

Cette étude montre qu'il y a un certain nombre de circonscriptions traditionnellement acquises à tel ou tel parti, et qui ne seront

pas remises en cause. Fait significatif, les 73 circonscriptions que détient le PCF ne sont pas considérées comme «fragile», à quelques exceptions près. Il n'en est pas de même en ce qui concerne le PS. Sans entrer dans le dédale des chiffres, on peut donc très bien penser que les choses vont se présenter ainsi : d'une part, là où il a un député sortant, le PCF arrivera sans problème en tête de la gauche. Par contre, là où c'est le PS qui est sortant, ou un membre de la majorité, le fameux «rapport de force» jouera à plein.

Il faut noter à ce sujet que Marchais est resté d'un très grand flou quand il a évoqué ses fameux «21 à 25 %» : s'agit-il d'un score national ? s'agit-il d'une application par circonscription ? S'agit-il d'une idée du rapport de force avec le PS qui peut se comprendre dans le

cadre du mode de scrutin actuel, majoritaire ? L'idée de départ est celle d'un score national. Mais suivant l'évolution des choses, rien ne dit que Marchais ne trouvera pas une porte de sortie en ne voyant que la place respective des candidats PCF par rapport à ceux du PS.

Toujours à propos de la barre des 21 % mise en avant par le PCF, il faut regarder, pour fragmentaires qu'ils soient, les résultats des élections partielles qui ont eu lieu ces derniers temps. Ainsi, des élections cantonales ont eu lieu en décembre dans les Côtes du Nord : le PCF gagne 2,2 % des voix. Dans le Gard, il gagne plus de 9 %. Dans la Manche, 9 % également. On voit que Marchais ne s'avance pas trop en misant sur un progrès électoral de son parti pour ouvrir la voie à un accord.

PROPOSITIONS COMMUNISTES POUR UNE PLATE-FORME DE FRONT

V - La jeunesse veut être maîtresse de son avenir

Ce qu'exige la jeunesse populaire

Plus d'un chômeur sur deux a moins de 25 ans. Le chômage des jeunes s'est multiplié par 10 depuis 1968. La jeunesse populaire est massivement touchée par le chômage.

Les stages pratiques et les stages de formation ne sont qu'une façon de déguiser la réalité du chômage de la jeunesse.

L'apprentissage livre une partie des jeunes à la surexploitation des petits patrons.

Quant à ceux qui trouvent un emploi, ou bien ils ont une formation et alors ils se trouvent très souvent déqualifiés, ou bien, sans formation, ils sont voués aux travaux les plus pénibles et les plus mal payés.

Derniers embauchés, les jeunes sont les premiers à être licenciés.

La jeunesse ouvrière et populaire refuse de servir de volant de chômage et de main-d'œuvre à bas prix.

Elle se heurte quotidiennement à la répression policière appuyée par des campagnes de calomnies.

Elle veut être pleinement responsable et avoir les moyens de décider de son avenir.

1 - Pour les apprentis, le SMIC dès la première année. Pas d'horaire supérieur à 40 heures par semaine ; tiers temps de formation générale et professionnelle.

- Droit à une formation pour tous les jeunes qui le désirent dans les deux premières années de travail, payée sur le temps de travail.

- Travail et salaire correspondant à la qualification.

- Plus de contrats à durée limitée : embauche ferme.

- Mêmes droits pour les jeunes qui ne trouvent pas de travail en sortant de l'école que pour l'ensemble des chômeurs.

- Suppression de la clause : « libéré des obligations militaires » à l'embauche, et garantie de retrouver un emploi après le service militaire.

2 - Pour chaque jeune qui le désire, logement dans un Foyer de Jeunes Travailleurs.

- Activités politiques et culturelles librement décidées et organisées par les résidents des FJT.

3 - Dans chaque cité HLM, un local pour les jeunes.

- Dans chaque quartier, une Maison de jeunes sous le contrôle des jeunes et des familles populaires.

- Accès libre et gratuit aux équipements sportifs.

- Halte aux exactions policières contre les jeunes.

- Suppression de l'ilotage des quartiers.

- Suppression du contrôle policier et para-policier des jeunes.

La jeunesse scolarisée contre l'école capitaliste

Sous prétexte de supprimer les filières au collège et d'égaliser les chances, les élèves des familles populaires se heurtent en réalité à une sélection plus habile, à une déqualification renforcée.

Haby développe les « classes-poubelles » réservées de fait aux fils et filles d'ouvriers, classes pré-professionnelles de niveau, classes préparatoires à l'apprentissage, sections d'enseignement spécialisé.

De ces classes, les jeunes sortent sans diplôme, sans qualification. A 16 ans, une majorité de jeunes sort de l'école sans formation. C'est le chômage qui les attend.

Pour ceux qui auront une formation professionnelle, elle sera réduite à deux ans ; après la troisième, la très grande majorité des enfants des familles populaires en sera exclue.

1 - Gratuité complète des fournitures scolaires et sportives et du transport.

2 - Réduction des horaires de cours.

- Une bibliothèque avec achats de livres et abonnements à des revues ou journaux sur proposition des élèves.

- Suppression du travail gratuit (CPA) dans les collèges.

- Rôle seulement consultatif des conseils d'orientation. Droit pour les parents et les élèves de maintenir leurs choix.

3 - Possibilité pour un élève d'aller dans une section de son choix, même si le conseil de classe y est opposé.

- Du temps et des crédits pour que les jeunes puissent enquêter sur la réalité des professions et de la région.

- Pas d'effectifs supérieurs à 25 par classe.

- Pas de travail dans les ateliers sans sécurité réelle.

- Contrôle des bâtiments par les élèves et les parents et fermeture des établissements du type « Pailleron ».

2 - Abrogation des décrets Haby et suppression du dossier scolaire.

- Liberté de réunion dans les lycées et collèges.

- Droit de grève pour les élèves.

- Droit d'affichage sans conditions.

- Pour toute décision importante du Conseil d'Etablissement, décision en Assemblée Générale.

- Pas de sanction grave sans accord de l'Assemblée générale des élèves.

- Mise à la disposition des élèves des moyens minimum de tirage.

- Droit de disposer d'un foyer socio-éducatif dirigé par les élèves.

- Droit d'inviter des personnes extérieures avec l'accord de l'assemblée générale des élèves.

- Information sexuelle dans le cadre du foyer socio-éducatif et par des personnes choisies par l'Assemblée générale.

3 - Réduction des horaires de cours.

- Une bibliothèque avec achats de livres et abonnements à des revues ou journaux sur proposition des élèves.

- Suppression du travail gratuit (CPA) dans les collèges.

- Rôle seulement consultatif des conseils d'orientation. Droit pour les parents et les élèves de maintenir leurs choix.

3 - Possibilité pour un élève d'aller dans une section de son choix, même si le conseil de classe y est opposé.

relogement des habitants au même loyer selon leur demande.

- Insonorisation rendue obligatoire par les normes de construction.

- Des téléphones dans tous les immeubles, villages et hameaux isolés.

- Le soir, le samedi et le dimanche et pendant les congés scolaires, mise à la disposition des écoles primaires et secondaires pour les associations de quartiers afin d'organiser des écoles populaires, groupes culturels, et toutes autres formes d'activité collective.

- Une bibliothèque par quartier, gérée par ses adhérents.

- Une salle de cinéma par quartier.

- Le mercredi, le samedi et le dimanche ainsi que durant les congés scolaires, loisirs organisés pour les enfants sous le contrôle des familles populaires.

- Création de véritables terrains de jeux et d'ateliers d'activités multiples pour les enfants.

- Matériel sportif payé par l'entreprise.

- Construction et développement d'installations sportives près des entreprises et dans les quartiers.

- Création d'espaces verts et de parcs de loisirs et de détente en priorité dans les quartiers populaires.

- Créations de jardins, de cultures et d'élevages dans les quartiers et cités, ou à proximité.

- Vente directe des produits agricoles par les paysans eux-mêmes.

- Droit aux congés payés pour tous.

- Jumelage des quartiers populaires des villes avec des communes rurales pour l'organisation mutuelle d'échanges et de loisirs.

- Droits, pour les ouvriers de l'entreprise et les travailleurs habitant dans la zone qu'elle pollue.

● de faire mener une étude d'impact par des organismes indépendants, sous leur contrôle, et avec leur participation.

● d'obtenir des installations de filtration et de retraitement dans tous les cas où les techniques existent.

● dans les cas où les techniques de retraitement n'existent pas, d'arrêter les ateliers polluants, en attendant la mise au point de tels procédés.

- Arrêt de tout rejet dangereux dans les fleuves, rivières et mers. Détournement des super-pétroliers loin des côtes.

- Sauvegarde rapide du Rhin et du littoral méditerranéen.

- Pas un seul licenciement, sous prétexte de pollution.

- Etude d'impact pour toute nouvelle installation industrielle, par des scientifiques et des techniciens indépendants, sous le contrôle des travailleurs de la région, ouvriers, paysans, pêcheurs...

- Temps de transport payé comme temps de travail.

- Cartes hebdomadaires payées par l'employeur.

- Extension de la carte orange à toutes les grandes villes.

- Suppression de la vignette.

- Suppression des péages autoroutiers.

- Arrêt immédiat de toutes les aventures agressives contre les peuples du Tiers-Monde.

- Arrêt du pillage des richesses des colonies et des néo-colonies ; paiement au juste prix des matières premières de ces pays.

- Indépendance totale pour les « DOM-TOM ».

- Soutien au mouvement des peuples, nations et pays dominés dans la lutte contre les super-puissances et l'impérialisme.

- Pour l'indépendance nationale et la paix, contre les menaces de guerre des USA et de l'URSS.

- Contre les tentatives de pénétration de Brejnev et Carter en Europe.

- Contre la fausse détente de Brejnev, paravent aux entreprises agressives de l'URSS.

- Résiliation de la convention anti-terroriste européenne, machine de guerre contre les peuples. Suspension de la collaboration secrète avec la police allemande.

- Pour l'indépendance nationale, la paix et l'unité avec le Tiers-Monde.

- Baisse du tarif des locations voitures, pour les congés payés notamment.

- Transports, logements et édifices publics accessibles aux handicapés.

- Couverture des périphériques dans les villes !

- Non aux superpériphériques, et aux radiales !

- Priorité au développement des transports en commun de qualité, y compris à la campagne.

- Multiplication des couloirs réservés pour autobus, tramways, etc. Des voies piétonnières et des pistes cyclables séparées de la circulation automobile.

- Baisse des tarifs des taxis.

- Desserte dense et fréquente des quartiers populaires.

- Plans de ramassage élaborés avec les habitants concernés.

- Développement des busphones et voitures collectives à bas prix.

- Amélioration du confort des véhicules.

- Développement du transport ferroviaire ou par canaux pour tous les transports très lourds.

Lutte effective contre les pollueurs

La pollution a suivi le développement du capitalisme. Pollution industrielle (fluor, boues rouges, boues jaunes), pollution chimique par l'utilisation massive et anarchique de produits industriels (engrais, détergents, insecticides, défoliants...) et aujourd'hui pollution radioactive de la nouvelle industrie nucléaire.

La pollution a touché en premier lieu les ouvriers, dans leurs ateliers, et dans la vie quotidienne. Si la pollution ne sévit plus seulement dans les régions industrielles, les ouvriers et leurs familles sont toujours les premiers touchés. Une usine qui pollue est toujours une usine où la santé des ouvriers est menacée.

La pollution a atteint un seuil particulièrement inquiétant dans certains domaines. L'écologie est une science, celle des équilibres naturels. Elle doit être mise au service du peuple.

- Droits, pour les ouvriers de l'entreprise et les travailleurs habitant dans la zone qu'elle pollue.

● de faire mener une étude d'impact par des organismes indépendants, sous leur contrôle, et avec leur participation.

● d'obtenir des installations de filtration et de retraitement dans tous les cas où les techniques existent.

● dans les cas où les techniques de retraitement n'existent pas, d'arrêter les ateliers polluants, en attendant la mise au point de tels procédés.

- Arrêt de tout rejet dangereux dans les fleuves, rivières et mers. Détournement des super-pétroliers loin des côtes.

- Sauvegarde rapide du Rhin et du littoral méditerranéen.

- Pas un seul licenciement, sous prétexte de pollution.

- Etude d'impact pour toute nouvelle installation industrielle, par des scientifiques et des techniciens indépendants, sous le contrôle des travailleurs de la région, ouvriers, paysans, pêcheurs...

- Temps de transport payé comme temps de travail.

- Cartes hebdomadaires payées par l'employeur.

- Extension de la carte orange à toutes les grandes villes.

- Suppression de la vignette.

- Suppression des péages autoroutiers.

- Arrêt immédiat de toutes les aventures agressives contre les peuples du Tiers-Monde.

- Arrêt du pillage des richesses des colonies et des néo-colonies ; paiement au juste prix des matières premières de ces pays.

- Indépendance totale pour les « DOM-TOM ».

- Soutien au mouvement des peuples, nations et pays dominés dans la lutte contre les super-puissances et l'impérialisme.

- Pour l'indépendance nationale et la paix, contre les menaces de guerre des USA et de l'URSS.

- Contre les tentatives de pénétration de Brejnev et Carter en Europe.

- Contre la fausse détente de Brejnev, paravent aux entreprises agressives de l'URSS.

- Résiliation de la convention anti-terroriste européenne, machine de guerre contre les peuples. Suspension de la collaboration secrète avec la police allemande.

- Pour l'indépendance nationale, la paix et l'unité avec le Tiers-Monde.

- Large information sur tout nouveau produit industriel mis en vente.

- Suspension du programme électro-nucléaire en cours tant que toutes les garanties de sécurité n'auront pas été obtenues après un large débat parmi les travailleurs.

- Droit pour les travailleurs du nucléaire et les populations locales de connaître les mesures de radio-activité des rejets.

- Arrêt immédiat des réacteurs nucléaires, dès qu'une fuite radio-active est détectée.

- Suppression immédiate des milices médicale type Sécurex ou service de contrôle patronal.

- Déplafonnement des cotisations de Sécurité sociale, et blocage des cotisations ouvrières de Sécurité sociale.

- Extension du 1/3 payant à toutes les structures de soins (médecine libérale y compris), et mesures vers la gratuité des soins.

- Suppression du délai de carence pour arrêt maladie.

- Répartition des hôpitaux et centres de soin selon les besoins de la population (quartiers, petites villes, hôpitaux ruraux).

- Refus de tout internement psychiatrique d'office et arbitraire.

- Large information sur la toxicité des produits industriels manipulés.

- Droit pour les travailleurs d'interrompre le travail après chaque accident ou quand les conditions de sécurité ne sont pas garanties jusqu'à élimination de sa cause.

- reconnaissance de toutes maladies professionnelles.

- Information sur les effets des médicaments fournis par un organisme indépendant des trusts pharmaceutiques nationalisés ou non.

- Dépistage gratuit des maladies graves et invalidantes organisé annuellement dans les entreprises ou les unités sanitaires de quartier.

VI - Les droits des soldats

Comme de nombreux mouvements de soldats l'ont mis en avant ces dernières années, les travailleurs et fils de travailleurs qui effectuent leur service militaire refusent d'être utilisés contre les luttes des travailleurs.

Ils s'opposent à la préparation de l'armée à la guerre civile. Ils veulent une formation militaire efficace. Ils refusent l'embrigadement et les brimades qui cherchent à les isoler des travailleurs et à leur faire accepter de servir aveuglément les intérêts de la bourgeoisie. Ils réclament le droit d'expression et d'information, et la liberté de s'organiser.

Ils exigent des conditions décentes de vie et de sécurité.

Dans les casernes, exigeons et imposons :

1 - Interdiction d'utiliser l'armée pour remplacer les travailleurs en grève.

- Interdiction de l'utilisation de l'armée et de sa force contre les manifestations, les grèves, etc.

- Interdiction d'utiliser l'armée contre les luttes des peuples.

- Utilisation du temps de service à un réel apprentissage qui permette aux appelés de connaître et de savoir utiliser les techniques militaires, y compris les plus modernes.

- Non aux brimades et aux coups !

- Droit de pétition et droit effectif de réclamation collective.

- Droit de se réunir, de s'associer, de s'organiser.

- Droit d'élire des représentants responsables devant tous les appelés et révocables par eux à tout instant.

- Droit d'affichage et d'intervention sur les emplacements prévus à cet effet.

- Libre accès à toutes les publications et libre circulation de tous les journaux.

- Possibilité, sous certaines conditions pour les engagés, de résilier leur contrat à tout instant.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés.

- Arrêt des saisies et des expulsions !

- Occupation des maisons vides ! Attribution des logements vides aux mal logés



**abonnez-vous
abonnez
vos amis**

PARMI LES CADEAUX

le disque :

**«Skoazell
Vreizh»**

Soutien
aux familles
des détenus
politiques bretons



«Ar bladenn-man a zo pouezhus kenan rag pouner put eo kalon Breizh», annonce Xavier Grall en tête du disque édité en soutien aux familles des détenus politiques bretons.

Cela veut dire : «Un disque qui a du poids, car la Bretagne a le cœur lourd».

Les meilleurs fils de la Bretagne s'y sont donné rendez-vous par la chanson. Pas celle de la servitude, mais celle de la solidarité, de la colère et de l'espoir. On y trouve la belle «Ar Breizerien», de Glenmor, le combat de Servat, avec «La grève du Joint français», mais aussi bien d'autres, moins connus (et c'est dommage) : Manu, qui chante «Pirc'hirinadenn», Puillandre, Gwernig, et la douce voix de K. Noges, répondant à la bombarde. Et aussi une gavote Bigouden, des chants traditionnels, qui parlent du combat d'aujourd'hui.

Disque de soutien à des militants emprisonnés, «Skoazell Vreizh» est en même temps une des meilleures anthologies de la musique bretonne actuelle. Pas celle des fêtes de Cornouaille, celle qui vit, qui fait danser et penser.

Vous êtes d'ores et déjà nombreux à avoir répondu à notre appel lancé pour la formule 77-78 d'abonnement-ami. Nouveaux abonnés ou lecteurs renouvelant leur abonnement, vous avez apporté ainsi un soutien financier précieux pour le Quotidien du Peuple en lui fournissant une avance sur ses rentrées financières.

Cependant, cette campagne doit se poursuivre car les besoins financiers du journal, loin de stagner, vont sans cesse en s'amplifiant, ne serait-ce que par l'augmentation du coût de tous les éléments permettant sa réalisation. Mais

surtout, pour que le Quotidien du Peuple puisse jouer pleinement son rôle d'Organe Central du Parti dans la bataille politique de 1978, avant comme après les élections, il a besoin, de façon décisive, de votre soutien. Pour cela, nous vous proposons, parallèlement à la formule normale, une formule exceptionnelle «Pour la bataille politique de 78», c'est-à-dire un abonnement de 6 mois pour 180 F.

Vous qui êtes lecteur du Quotidien du Peuple, participez à cette campagne d'abonnement, abonnez-vous et abonnez vos amis.

LA CARTE D'ABONNE AMI VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à :

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCR ml.
- Pékin Information.
- La Chine en construction.
- Reception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix :

- Le tome V de Mao Tsé-toung.**
Ou parmi les livres :
- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communiste (Paule Lejeune)
 - + La Commune en bandes dessinées
 - Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
 - Ma plume au service du prolétariat (Haoran).
 - Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFTD, CGT, FEN).
 - La Commune de Paris (Lissagaray).
 - La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
 - L'usine de la peur (Daniel Bouvet)
 - Salaire aux pièces
 - L'électro-nucléaire. (CFDT) Nucléaire, danger immédiat.
 - Les écoles rurales, quel avenir ?

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- Viva la Vida, Carlos Andreou.
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline.
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile Resistencia
- Naussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants.
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

Sur présentation de la carte «abonné-ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

LIBRAIRIES :

- Besançon Lib. les Sandales d'Empédocle (10 %) Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux Lib. Mimesis (10 %) 5 bis rue Grassi
- Bourges Lib. Nathaël 4 cours Avaricum
- Brest Lib. Graffiti (10 %) Place Saint-Louis
- Caen La Licorne (10 %) Rue Froide
- Clermont-Ferrand Lib. Jean Rome (10 %) 1 rue des Gras
- Lannion Lib. Giraudon (10 %) 30 rue de Kerampont
- La Rochelle Librairie la Genette (5 %) Rue Rougemont
- Lille Librairie Populaire 40 rue de Guesdes
- Lyon Librairie Populaire (15 %) 226 rue Duguesclin (3*)
- Marseille Librairie Lire (10 %) Rue Sainte (1*)
- Nantes Librairie 71
- Nantes Librairie 71 (10 %) 29 rue Jean Jaurès
- Nice Le Temps des Cerises (10 %) 50 bd de la Madeleine
- Orléans Les Temps Modernes (5 %) Rue N.D. de Recouvrance
- Paris Librairie de Valois (10 %) 25 rue du Valois (1*) Les joueurs de A (12 % livres pol.) 9 rue des Lions St-Paul (10 %) L'Harmattan (10 %) 18 rue des Quatre Vents (6*) Tschann (10 %) 83 bd du Montparnasse (14*) Plasma (10 %) 41 rue Saint-Honoré 33 % sur les Ed. P.J. Oswald 7 rue de l'École Polytechnique (5*)
- Reims Le Grand Jeu 20 rue Colbert

CINÉMAS :

- Paris Saint-Séverin 12 rue Saint-Séverin (5*) Tarif étudiant : 10 f La Clef 21 rue de la Clef (5*) Tarif étud. Seine Cinéma 8 rue Frédéric Sauton (5*)
- Lyon Cinématographe 44, cours Suchet (2*) Tarif collect. (5 tickets : 40 F) Le Canut 32 rue Leynaud (1*) (tarif. étud.)

Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 11 janvier

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure : devenir artisan.
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - L'accusée
19 h 10 - Une minute pour les femmes.
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le franc-tireur
21 h 45 - Les mains du futur
22 h 40 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dorothée et ses amis
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Cartes sur table
21 h 35 - Les jours de notre vie. Les difficultés scolaires, l'apprentissage.
22 h 30 - La parole à dix-huit ans : quel habitat pour demain ?
22 h 55 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le refuge de la dernière chance.
22 h 00 - Journal
22 h 15 - Ciné-regards : Hollywood - U.S.A. Jane Fonda

Jeudi 12 janvier

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure : la garde des tout-petits
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - L'accusée
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'événement. Invité : Georges Marchais
21 h 45 - La filière. *FaUILLETON*.
22 h 45 - Allons au cinéma.
23 h 00 - Journal

A 2

18 h 25 - Dorothée et ses amis
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les partis politiques : la majorité
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Mitzi
21 h 45 - Ballets Alwin Nikolais
22 h 15 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre : Le Front National.
19 h 55 - Journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Pat Garrett et Billy le Kid.
22 h 10 - Journal
22 h 25 - Un événement.
22 h 50 - Fin.

Paris : deux manifestations cinématographiques

Au Jean Renoir : 14 films sur l'incarcération

43, boulevard de Clichy 75009

Métro : Blanche ou Pigale

Tél. TRI 40 75

DU 11 AU 25 JANVIER 1978

Mercredi 11 : PRISONS ET SÉCURITÉ DE L'ÉTAT

— Un film (14 h, 16 h, 18 h, 22 h) : «Les ordres» de Michel Brault.)

— Un débat à 23 h 30, animé par le Comité d'Action des Prisonniers, Serge Livrozet, le Collectif Travailleurs-Justice : J-F. Blet, avec la participation de Gérard Blanchard (secrétaire général du Syndicat de la Magistrature), Paul Virillot, Antoine Lazarus (Groupe Multiprofessionnel des Prisons) et Henri Leclerc, avocat.

Jeudi 12 : un film (14, 16, 18, 20 et 22 heures)

«Luke la main froide» de Stuart Rosenberg (Camps militaires)

Vendredi 13 : un film (14, 16, 18, 20 et 22 heures)
«Deux hommes dans la ville» de José Giovanni (Réinsertion)

Samedi 14 : Journée «GOULAGS», 4 films, un débat

14 h : «Une journée dans la vie d'Ivan Denissovitch» de Gasper Vrebb. (Goulag).

15 h 45 : «La spirale» de Serge Mattelart (Chili)

17 h 30 : 2 films Amnesty International :

«Plus d'un million d'années» de David Naden (camps en Indonésie)

«A propos de témoignages» de Paul Jeunet (torture)

18 h 30, débat : «DU GOULAG AU CHILI» animé par la Ligue Internationale des Droits des Peuples : Léo Matarasso

20 h 30 : «La spirale»

22 h 30 : «Une journée dans la vie d'Ivan Denissovitch»

Dimanche 15 : Journée «PRISONS» : 2 films, un débat

14 h : «Plein la gueule» de Robert Aldrich (vie dans les prisons)

15 h 45 : «La déchéance de Frantz Blum» de Reinhard Hauff (vie dans les prisons)

17 h 30, débat : «LES PRISONS» animé par le Comité d'action des prisonniers

19 h : «Plein la gueule»

20 h 45 : «La déchéance de Frantz Blum»

22 h 30 : «Plein la gueule»

Lundi 16 : un film (14, 16, 18, 20 et 22 heures) «La spirale» (emprisonnement politique)

CINEMA

Au Bilboquet : Collectif Grain de Sable

Nous avons publié dans notre édition d'hier le programme de ce cinéma.

Mardi 17 : 2 films, un débat

16 et 20 h : «Répulsion» de Polanski (enfermement, femmes)
14, 18 et 22 h : «Luke la main froide» de Stuart Rosenberg

à 23 h 30, débat : «PRISONS ET TRIBUNAUX MILITAIRES»

Mercredi 18 : un film (14, 16, 18, 20 et 22 h)

«Maison de poupées» de Losey (femmes, enfermement : réclusion et refus)

Jeudi 19 : un film à 14, 16, 18, 20 et 22 h)

«Portier de nuit» de Liliana Cavani (femmes, enfermement)

Vendredi 20 : un film (14, 16, 18, 20 et 22 h)

«Cérémonie secrète» de Losey (femmes, enfermement, réclusion et refus)

Samedi 21 : Journée «PSYCHIATRISATION», 2 films, 1 débat

14 h : «Lilith» de Robert Rosser (internement)

15 h 45 : «Family life» de Keneth Loach (famille et internement)

17 h 30 : débat

19 h : «Lilith»

20 h 45 : «Family life»

22 h 30 : «Lilith»

Dimanche 22 : Journée «FEMMES ENFERMEMENT ALIÉNATION ET REFUS»

4 h : «La chaise vide» de Pierre Jallaud (enfermement quotidien).

15 h 45 : «Répulsion»

17 h, débat précédé du film de Christian Boltanski : «Les 36 jours qui ont précédé la mort de Françoise Guignoux» (enfermement et folie)

19 h : «Lilith» de Robert Rosser (internement)

20 h 45 : «Répulsion» de Roman Polanski (enfermement et refus)

22 h 30 : «La chaise vide»

Lundi 23 : un film (14, 16, 18, 20 et 22 h)

«Maison de poupées» de Joseph Losey (réclusion et refus)

Mardi 24 : PRISONS ET RÉINSERTION : un film, un débat

14, 16, 18, 20 et 22 h : «Deux hommes dans la ville» de José Giovanni

23 h 30 : débat

Et l'acier fut trempé

37^e épisode

Pavel Kortchaguine vient d'être libéré de prison.

En haut du perron, le colonel, très satisfait, s'adressa au capitaine :

— Nous avons bien fait de jeter un coup d'œil par ici et de vider toute cette racaille. Quant au commandant, il est bon pour quinze jours d'arrêts. Allons, en route !

Le chef de poste faisait aligner ses hommes dans la cour. Apercevant le colonel, il accourut et le salua :

— Tout est en ordre, mon colonel.

Tcherniak mit le pied à l'étrier et sauta en selle. Le capitaine avait des difficultés avec son cheval rétif. Rassemblant les rênes, le colonel dit au chef de poste.

— Tu transmettras au commandant que j'ai relâché tous les pauvres types qu'il avait enlascés ici. Et aussi qu'il fera quinze jours d'arrêts pour la pagaie. Quant au phénomène qui est au cachot, transfère-le immédiatement à l'état-major. Que le poste de garde reste en place.

— A vos ordres, mon colonel, salua le gradé.

Eperonnant leurs montures, le colonel et le capitaine partirent au galop vers la place, où le défilé s'achevait déjà.

Il fut décidé que Pavel partirait le lendemain. Artem le ferait monter sur la locomotive de Brouzjak, qui allait à Kazatine.

D'habitude si rude, Artem avait été complètement désaxé par la disparition de son frère et l'ignorance de son sort. A présent, il exultait de bonheur.

Donc, demain à cinq heures du matin, tu te présentes à l'entrepôt du matériel. On t'embarquera sur la machine en même temps que le bois. J'aimerais bien bavarder avec toi, mais il est temps de rentrer. Je viendrai te dire au revoir. On forme chez nous un bataillon de chemins. Nous roulons encadrés par des soldats, comme au temps des Allemands.

Il prit congé et partit.

Le crépuscule tomba rapidement. Sérojka devait venir à la clôture du parc. En l'attendant, Pavel arpenta la pièce, laissée sans lumière. Tonia et sa mère étaient auprès de M. Toumanov.

Il rencontra Sérojka dans l'obscurité et échangea avec lui une énergique poignée de mains. Valia avait accompagné son frère. Ils parlaient bas.

— Je n'ai pas pu te porter le pistolet. Il y a plein de soldats pétliouriens dans ta cour, avec des chariots et un grand feu. Impossible de grimper à l'arbre. Quelle déveine ! se justifiait Sérojka.

— Tant pis pour le pistolet, le tranquillisait Pavel. Ça vaut peut-être mieux comme ça. Si jamais ils le découvraient sur moi pendant le voyage, j'y laisserais ma peau. Mais récupère-le

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

sans faute.

Valia s'approcha de lui.

— Quand pars-tu ?

— Demain, Valia, au petit jour.

— Mais comment as-tu fait pour t'en sortir ? Raconte...

Dans un murmure hâtif, il narra ses aventures. Ils se quittèrent affectueusement. Sérojka, ému, oubliait de plaisanter.

— Bon voyage, Pavel, ne nous oublie pas, dit Valia, la gorge serrée.

Ils s'éloignèrent et se fondirent aussitôt dans le noir.

Dans la maison silencieuse, seul résonnait le tic-tac de la pendule, précis, inlassable. Ni Tonia, ni Pavel ne songeaient à dormir. Six heures encore et ils devraient se quitter, peut-être pour toujours. Et comment conter en un si bref délai les millions de pensées et de paroles que chacun d'eux portait en son cœur ?

Que c'est beau d'être adolescent, quand la passion, encore inconnue ne se devine confusément que dans le battement rapide de deux cœurs ; quand une main effarouchée tressaille et fuit le contact fortuit du sein de l'aimée ; et quand l'amitié de l'adolescence préserve du dernier pas ! Que peut-il y avoir de plus doux que les bras de l'aimée autour de votre cou et un baiser brûlant comme la foudre !

à suivre

Iran : 20 manifestants tués par la police

Une répression impitoyable continue de s'abattre en Iran contre les opposants à la dictature du Shah. Ainsi, une vingtaine de personnes auraient été tuées, et plusieurs centaines d'autres blessées par la police iranienne, au cours d'une manifestation qui a eu lieu, ces derniers jours, dans la ville de Qom, à 147 km au sud de Téhéran. C'est le plus grave fait de répression connu, de ces derniers mois. En novembre, ce sont seize étudiants progressistes, qui avaient été tués par les bandes paramilitaires, mises sur pied par la SAVAK, la police politique du régime.

Berlin-Est ferme les bureaux du Spiegel

Les autorités d'Allemagne de l'Est ont décidé mardi, la fermeture à Berlin-est des bureaux du journal ouest-allemand *Der Spiegel*. Elles entendent protester ainsi contre la publication par ce journal d'un manifeste critiquant sévèrement le régime est-allemand et dont les auteurs qui signent : «*Ligue des communistes démocrates d'Allemagne, groupe central de coordination*», seraient des fonctionnaires du SED, le parti révisionniste de RDA.

Les autorités de Berlin-Est contestent l'authenticité de ce document qui accuse les dirigeants de RDA de «*corruption, de népotisme et d'abus de pouvoir*», et condamne la domination soviétique sur le pays.

Même si l'origine du document reste incertaine et si les autorités de RFA en tirent profit pour la défense de leur «*démocratie musclée*», cet épisode remet au devant de la scène les difficultés internes en RDA, où un ancien fonctionnaire du régime, Rudolf Bahro, est emprisonné depuis août, pour avoir dénoncé, dans son livre «*L'Alternative*», certaines tares du régime, et où plusieurs intellectuels ont été expulsés pour avoir pris la défense du chanteur contestataire Rolf Biermann.

Dans Rome en état de siège

NOUVELLES PROVOCATIONS FASCISTES

La capitale italienne est, depuis quarante-huit heures, pratiquement en état de siège, soumise à un véritable quadrillage militaire, avec les carabinieri en tenue de combat, tandis que les hélicoptères de la police survolent en permanence le centre de Rome. Les voitures sont fouillées, les militants politiques interpellés, certains arrêtés. Le dispositif policier mis en place depuis lundi sera-t-il utilisé contre les provocations que ne manqueront pas de fomenter les formations d'extrême droite jeudi, lors des obsèques des trois fascistes assassinés au cours du week-end dernier ? Rien n'est moins sûr.

Mardi soir, la partie sud-est de Rome, près de la voie Appia, a été le théâtre de violents incidents perpétrés par des groupes fascistes : ceux-ci ont renversé et incendié à coups

de cocktail Molotov, des voitures et des autobus, et tiré des coups de feu. La population du quartier s'était retranchée dans les immeubles, tandis que les commerçants abaissaient les rideaux de leurs boutiques. Pendant ce temps, un commando se réclamant des «*Brigades rouges*» a grièvement blessé à Milan le chef de fabrication de Fiat, Gustavo Ghirelli.

Le PCI, posant en parti de l'«*ordre*» continue de prendre prétexte de ces troubles pour justifier son arrivée au gouvernement. A Rome, le maire apparenté PCI a condamné «*la violence aveugle des terroristes de droite ou de gauche, qui ont le même but : frapper le cœur de la vie démocratique*». Le chef du gouvernement démocrate-chrétien, Andreotti a, pour sa part, déclaré, après une rencontre avec les principaux dirigeants de la DC, qu'il «*n'hésiterait*

pas à organiser de nouvelles élections plutôt que d'admettre les communistes au sein du gouvernement».

Profitant de la crise gouvernementale qui s'annonce, et du risque d'accession des révisionnistes au pouvoir à Rome, l'impérialisme américain tente de renforcer son influence en Italie tout en se donnant une façade de «*non ingérence*». Ainsi, selon l'AFP, le porte-parole du département d'État américain, Holding Carter, a déclaré mardi que les États-Unis étaient «*préoccupés par la situation politique en Italie*» mais qu'«*ils n'ont pas l'intention de s'immiscer dans les affaires intérieures de ce pays*».

Toujours selon l'AFP, le porte-parole n'hésitant pas à chauffer les gros sabots, a souligné : «*La position des États-Unis sur l'Euro-*

communisme demeure inchangé (...) Washington préfère que les partis totalitaires n'accèdent pas au pouvoir en Europe occidentale, mais en même temps, les États-Unis n'ont pas l'intention d'intervenir si leur arrivée au gouvernement est l'expression du suffrage populaire.»

Washington en a profité pour réaffirmer ses pressions vis-à-vis de l'ensemble de l'Europe occidentale. Ainsi, au sujet de la France, l'AFP ajoute : «*Le porte-parole du département d'État a assuré que la mise en garde contre toute alliance avec les communistes, adressée la semaine dernière par le président Carter à François Mitterrand, ne devait pas être interprétée comme un changement de la politique US de non-ingérence.*»

LE VOYAGE DE GISCARD EN CÔTE D'IVOIRE

Communiqué de l'UNECI (extraits)

«*Du 11 au 15 janvier 1978, Giscard d'Estaing représentant de l'impérialisme français se rend en Côte d'Ivoire pour une visite officielle. La presse de la bourgeoisie impérialiste en France reprend en écho le grand tapage que la presse et la radio en Côte d'Ivoire développent à grand renfort de mystification, pour présenter Giscard comme un «ami» du peuple ivoirien (...)* Mais la grande mystification autour du voyage de Giscard cache mal la situation en Côte d'Ivoire. Cette situation, loin d'être stable et paisible pour le régime est marquée par les vastes mouvements de grève que déclenchent les ouvriers

des centres urbains (Solibra, Uniwax, Sotexi, Fil Tissac, à Abidjan, Gonfreville à Bouaké et Sode-sucre à Ferké) pour exiger de meilleures conditions de vie et de travail, les mouvements populaires paysans à la campagne (Toulepleu) pour imposer le tarif des produits agricoles (café, cacao) en vigueur sur le plan mondial.» (...)

Le communiqué indique ce que le voyage de Giscard signifie : appui à un régime aux prises avec le développement des luttes populaires. Appui dans un double but : défendre les intérêts de l'impérialisme français en Côte d'Ivoire et préparer de nouvelles agressions contre d'autres pays afri-

cains. Le communiqué ajoute :

«*C'est dans ce cadre qu'à Dakar, l'impérialisme français, regaillard par son intervention coloniale au Zaïre dans la rivalité avec le social-impérialisme, s'est lancé en vain dans la mise sur pied d'une armée d'agression avec des unités d'intervention en plusieurs points d'Afrique occidentale (Mali, Haute Volta, Niger) en plus des bases d'agression qui existent au Sénégal, en Côte d'Ivoire, et au Gabon. Le rôle de cette armée, c'est de jouer au gendarme dans la région, c'est-à-dire mater tout mouvement populaire (intervention coloniale au Sahara occidental).*

En France même la situation des immigrés (notamment les travailleurs africains) est très précaire. En plus de l'exploitation féroce dont ils sont victimes, ils sont aussi la cible des agressions de la police criminelle de l'impérialisme français et des bandes fascistes que ce dernier arme dans l'ombre. Ainsi un travailleur ivoirien Quattara a été assassiné par la police française le 10 novembre. En tuant le travailleur Quattara, comme beaucoup d'autres travailleurs immigrés qu'il assassine clandestinement, l'impérialisme français démontre une fois de plus la violence qu'il impose à la classe ouvrière en France, particulièrement aux travailleurs immigrés.

Pologne : discours de Gierek à la conférence nationale du parti révisionniste

LES PRIX VONT AUGMENTER PROGRESSIVEMENT

A la suite des grèves déclenchées par les ouvriers des usines d'Ursus et de Radom, Gierek avait reculé sur les hausses des prix alimentaires qu'il avait annoncées.

Au cours du 9^e plénum du parti révisionniste polonais Gierek avait exposé les difficultés économiques de la Pologne et demandé la réunion d'une conférence nationale du parti révisionniste. C'est cette conférence nationale qui vient de s'ouvrir. Elle doit faire le point de la politique suivie depuis le 7^e Congrès du POUP depuis 1975.

Gierek a confirmé la «*justesse*» de la ligne politique définie par les 2 derniers congrès (en 1971 et 1975) malgré les «*sérieuses difficultés*» des dernières années qui «*n'ont pas été faciles*».

Selon Gierek, ces difficultés viennent de déficiences de la production agricole qui a baissé de 3,5 % depuis 75, de l'effet néfaste de la récession dans les pays capitalistes, de l'insuffisance des progrès de la gestion économique. C'est pourquoi, selon Gierek, l'objectif prévu qui était l'augmentation du produit national pour 1976-1977 n'a pas été atteint, malgré une croissance de la production industrielle de 20 %.

A la suite des grèves



ouvrières, Gierek avait dû augmenter de 23 milliards de zlotys les moyens affectés au développement de la production des biens de consommation industriels et d'articles alimentaires. Cette décision aurait amélioré l'offre, sur la question de l'augmentation des prix, Gierek a déclaré que le problème serait résolu «*graduellement, lorsque les conditions économiques seraient données*» en clair lorsque la production agri-

cole aura progressé. Gierek a également déclaré qu'il fallait coopérer avec l'église «*en vue de réaliser les grandes tâches nationales et la prospérité de notre République populaire*».

Pour terminer Gierek a accusé «*les forces anti-socialistes*» «*d'abuser avec de mauvaises intentions, des libertés démocratiques*». Les travaux de cette conférence doivent durer 2 jours.

L'U.N.E.E.C.I. (Union Nationale des Élèves et Étudiants de Côte d'Ivoire) appelle à participer au :

Meeting sur la situation en Côte d'Ivoire le vendredi 13 janvier à 19 h 30 à la Maison d'Italie, Cité Universitaire

Pakistan

La presse pakistanaise craint que la France ne revienne sur l'accord de 1974 sur la fourniture d'une usine de retraitement de combustible nucléaire. La presse pakistanaise critique les États-Unis et leurs «*pressions*» sur la France tout en prétendant ignorer sa position officielle.

Le porte-parole du quai d'Orsay a déclaré : «*La France honore les contrats qu'elle a signés. La finalité du contrat négocié depuis plusieurs années avec le Pakistan, c'est le retraitement des combustibles irradiés. Dans le cadre des efforts qui sont déployés à l'échelle mondiale pour éviter la prolifération de l'arme nucléaire, de Guiringaud a, dès le 9 septembre 1977, proposé à M. Aga Shahi, ministre des affaires étrangères du Pakistan, d'étudier une modification des plans de l'usine afin de permettre le retraitement des combustibles par des techniques ne dégageant pas de plutonium pur...»*